LE MONDE libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 221 — AVRIL 1976 — Prix : 4 F

Inflation, chômage répression

Un tiercé qui rapporte !

mais à qui ?

activités de la fédération anarchiste

TOURS

Cercle d'Etudes Libertaires
à 20 h 30 au lieu habituel

Les C.E.L. reprendront sous une forme nouvelle, c'est-à-dire que nous travaillerons par groupes de militants et de sympathisants pour préparer les sujets.

— **Mercredi 7 avril :** Au-delà de la Cécilia, le problème communautaire.

— **Mercredi 21 avril :** Sur le syndicalisme et le 1er mai.

— **Mercredi 5 mai :** Régionalisme, antiétatisme et fédéralisme.

★

Aux Editions du
« Monde Libertaire »
LA CONQUETE DU PAIN
de P. Kropotkine
Prix : 21 F

★

Demandez à PUBLICO
La Collection
du Monde Libertaire
reliée
Août 1973-Juin 1974 : 6 F
Juillet 1974-Juin 1975 : 6 F

★

Aux Editions du
Groupe Libertaire
Proudhon :
Lettre au journal
« La Liberté »
de Bruxelles
par M. Bakounine
Prix : 5 F

GROUPE LIBERTAIRE
LOUISE-MICHEL

Au cours du mois d'avril, les militants du Groupe Libertaire Louise-Michel assureront une permanence tous les samedis de 17 h 30 à 19 heures en leur local au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Lisez, diffusez
LA RUE
Revue du Groupe Libertaire
Louise-Michel

VIENT DE PARAITRE
aux Editions Spartacus

La Pensée Constructive
de Bakounine :

Bakounine constructeur
de l'avenir

par Gaston Leval

En vente à Publico

Prix 25 F

Le groupe JACOB
rappelle que son autocollant
antimilitariste:

BOURGEOISE
OU POPULAIRE
UNE SEULE REFORME
DE L'ARMEE :
SA SUPPRESSION

est toujours disponible
au prix de 0,10 F l'unité

Ecrire au groupe JACOB
à l'adresse de PUBLICO

ROUEN
Meeting
d'affirmation anarchiste
— Autogestion
— Antimilitarisme
— Situation internationale
Mardi 20 avril, à 20 h 30
Halle aux Toiles
Organisé
par le Groupe de Rouen

Les affiches actuellement à la disposition des militants sont :
— **« Espoir avec le mouvement anarchiste en Espagne »** (0,40 F).
— **« Capitaliste ou marxiste,** l'armée est l'arme suprême de l'Etat pour asservir la classe ouvrière » (0,30 F).
— **« L'anarchie** est la plus haute expression de l'**ordre »** (0,40 F).
— **« Un seule programme commun »** (0,50 F).

Le Groupe
Libertaire Germinal
anime une réunion-débat
sur le thème :
Les Anarchistes et la Justice
CONTRE
LA PEINE DE MORT
Jeudi 15 avril, à 20 h 30
72, avenue Félix-Faure
75015 Paris

Le directeur de la publication
Maurice Laisant
Imprimerie Néo-Typo
20, rue Gambetta
25000 Besançon
Diffusion S. A. E. M.
Transports Presse
Dépôt légal 43436
1er trimestre 1976

COMMUNIQUÉ

Après la mort de deux présumés anarchistes du G.A.R.I., mort survenue soi disant en transportant une bombe à proximité d'un camp de C. R. S., la presse et la radio se sentent obligés de faire une fois de plus l'amalgame entre le terrorisme et l'anarchie.

La Fédération anarchiste tient à rappeler que le terrorisme est un moyen d'action employé par toutes les minorités, politiques, religieuses, ethniques ; mais que le seul terrorisme reste celui de l'Etat, de tous les Etats, soit pour obtenir le pouvoir, soit pour le consolider lorsqu'il s'effrite et que l'action du premier n'est qu'une réaction au terrorisme du second.

La Fédération anarchiste déclare que l'anarchie est une proposition globale de société et que concrètement elle est représentée, dans une économie libertaire :

— par la gestion directe, la suppression des hiérarchies et l'abolition du salariat ;

— par un lien fédératif ; ce lien est le fédéralisme libertaire défini par Proudhon et dont le principe reste le contrat librement consenti ;

— par une morale de comportement qui amène l'individu à prendre ses responsabilités dans la plus grande des libertés qu'il s'octroie sans pour cela nuire à la collectivité.

Par conséquent, la Fédération anarchiste tient à préciser que le travail de propagande de ses militants ne se situe pas dans un quelconque terrorisme mais dans un labeur quotidien destiné à amener les êtres humains à prendre leur vie en main sans jamais en laisser la tutelle à des hommes politiques et sans jamais tenir compte de la couleur dont ils se réclament.

La Fédération anarchiste déclare que l'accident de Toulouse ne servira qu'à la police qui va se faire un plaisir de perquisitionner et de garder à vue un certain nombre de nos camarades, qui subiront ainsi les contrecoups de cette soi-disant bombe anarchiste.

FEDERATION
ANARCHISTE

groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

TRESORERIE :

Envoyez vos fonds à Yvonne Dalménèches, C.C.P. 14.277.86 Paris.

AIN
OYONNAX. Groupe Libertaire.
BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY
Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaisons Anarchistes. Contacts et Informations. Anarcho-Syndicalisme dans le bâtiment.

ALPES-MARITIMES
NICE.
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE
Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE
MARTIGUES. Liaison F.A.
SALON-DE-PROVENCE.
Liaison F.A.
MARSEILLE.
Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.
LA ROCHELLE.
Groupe Anarchiste.

CHER
VIERZON. Liaison F.A.

COTES-DU-NORD
GUINGAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANÇON.
Groupe Proudhon
Local : 53, rue Battant, Besançon.

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Liaison F.A.

GIRONDE
BORDEAUX.
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.
Le groupe Sébastien-Faure tient une permanence à son siège, 7, rue du Muguet, tous les mercredis et samedis, de 16 heures à 18 heures.
LIBOURNE. Groupe Libertaire.
Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HAUTE-GARONNE
TOULOUSE.
Groupe libertaire.
Permanence le mardi de 18 h à 20 h, 3, rue Merly, TOULOUSE.

HERAULT
MONTPELLIER. Groupe Libertaire.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE
TOURS. Groupe Tourangeau.
CHINON. Liaison F.A.
AMBOISE. Liaison F.A.

ISERE
BOURGOIN. Liaison F.A.

JURA
DOLE. Groupe Dolois.
LONS-LE-SAUNIER. Liaison F. A.

LOIRE
SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.
Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES. Groupe Anarchiste.
Permanence au local du groupe tous les premiers mardis de chaque mois.
Ecrire à Xavier Doisy, 96, rue P.-Bellamy, 44000 Nantes.
Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piou, 194, rue Jouaud, 44400 Rezé.
LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
VENDOME. Groupe F. A.
BLOIS. Liaison F.A.
MER. Liaison F.A.

LOIRET
ORLEANS. Groupe F. A.

LOZERE
MARVEJOLS. Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE
ANGERS.
Liaison F.A.
DURTAL. Liaison F.A.

MAYENNE
Groupe Anarchiste Mayennais.

MORBIHAN
VANNES. Liaison F.A.
LORIENT. Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE
NANCY. Liaison F.A.

MOSELLE
METZ. Groupe Libertaire.
PHALSBOURG. Liaison F. A.

NIEVRE
NEVERS. Liaison F.A.

NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza
DOUAI. Groupe Anarchiste.

PAS-DE-CALAIS
BETHUNE. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Libertaire en formation.

PYRENEES-ORIENTALES
PERPIGNAN. Groupe Bakounine.
Groupe Bakounine.
Edite « Le Révolté ».
Local : 2, rue du Cimetière, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE
LYON.
Groupe Louis Lecoin.
NEUVILLE. Liaison F.A.

SEINE-MARITIME
LE HAVRE. Groupe Jules Durand.
BOLBEC - LILLEBONNE.
Groupe Libertaire.
ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.
Une permanence se tient tous les mardis, à partir de 18 heures.
10 bis, rue de l'Avalasse, Rouen.

SOMME
AMIENS. Groupe Anarchiste.

VAR
TOULON.
Groupe Libertaire.
71, avenue de la République.
Permanences : Le mercredi de 18 h à 19 h 30 et le samedi de 15 h à 19 h 30.
PIERREFEU - CUERS.
Liaison F. A.
Pour tous contacts :
Groupe de Toulon.

VENDEE
Groupe Sables-d'Olonne.

VIENNE
LIMOGES.
Liaison F.A.

YONNE
AUXERRE-AVALLON.
Groupe Anarchiste.

PARIS
LIAISON DES POSTIERS.
Edite « Gestion Directe ».
GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.
Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18e, métro BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

~~**13e, 15e, 11e arrondissements**~~
~~GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI.~~

15e, 16e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL.

13e, 14e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB

20e arrondissement
GROUPE LYCEEN ANARCHISTE

2e et 11e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLDMAN - Contact Publico.

BANLIEUE SUD
GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.
~~GROUPE ANARCHISTE - Orsay-Bures.~~
~~GROUPE ANARCHISTE - Massy-Palaiseau.~~
GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy. Liaison Seine-et-Marne.

BANLIEUE EST
GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Local : 19, rue Ramponneau, Paris-20e, métro BELLEVILLE. Permanence tous les samedis, de 16 h 30 à 19 h 30.

NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE LA-BOETIE
GROUPE MALATESTA
Accueillent leurs sympathisants les 2e et 4e mercredis de chaque mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.

SOMMAIRE

N° 221 — AVRIL 1976

pages

EDITO
— L'expectative, ça a assez duré ! 3
NOTRE QUESTIONNAIRE
..... 5-6
EN DEHORS DES CLOUS
— Le diagnostic de Monseigneur 4
par P.-V. Berthier
— Moon... et les autres 4
par Bernard Lanza
— Justice militaire 4
par Xavier Doizy
MORALE ET SOCIETE
— La prostitution, pourquoi ? 5
par B. L.
CONSOMMATION ET ALIENATION
— L'automobile en question 6
par Otto Büss
DE LA VIOLENCE DE L'ETAT
— Seule une tête roula dans la sciure 7
par Amador
— Les armes à la ferraille !... 7
par Bernadette
ETUDES
— Le statut de la Science chez Bakounine 8-9
par Patrick Pidutti
— La récupération des drogués 13
par Mathilde Niel
TEXTES ET DOCUMENTS A L'APPUI
— « Idées sur l'organisation sociale », de James Guillaume (Extrait) 10
INFORMATIONS INTERNATIONALES
— Le chômage en Allemagne Fédérale 11
par P. P. (traduit de l'allemand)
— Espagne : La C. N. T. à la classe travailleuse .. 11
ACTUALITE SOCIALE
— Luttes étudiantes... A côté de la plaque 12
par Jean-Marc Delebarre
ARTS, SPECTACLES
— La passion du général Franco d'Armand Gatti .. 14
par Floréal
— Un film à voir : Vol au-dessus d'un nid de coucou 14
par Thyde
— Le prince des conteurs 14
par M. L.
— La révolte aux tripes : Jacques-Emile Deschamps 14
par Michèle Lanza
AU-DELA DU SILENCE
— Revue de presse 15
— Lettre ouverte au P. C. F. 15
VOIR CLAIR ET PARLER NET
— Les raisins de la colère 16
par Maurice Joyeux

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :		Etranger :	
6 numéros	20 F	6 numéros	30 F
12 numéros	40 F	12 numéros	60 F
Sous pli fermé :		Par avion :	
6 numéros	30 F	6 numéros	39 F
12 numéros	60 F	12 numéros	78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom : .....
Prénoms : .....
Adresse : .....
..... Code postal .....
.....
.....
A partir du numéro .....
☐ Abonnement
☐ Réabonnement
Joignez le règlement à votre demande :
☐ Chèque postal
☐ Chèque bancaire
☐ Mandat-Lettre

L'EXPECTATIVE, ÇA A ASSEZ DURÉ !

Giscard à la barre. Et le système dérive au gré des tempêtes monétaires. Le franc flotte dans une mer d'incertitudes. La vague de spéculations qui a englouti notre monnaie, suivie par d'autres de pays européens, traduit la fragilité des économies capitalistes et le peu de maîtrise dont disposent nos gouvernants pour juguler, voire empêcher qu'un tel processus puisse s'enclencher. Les raisons en sont connues : l'inflation qui rogne notre pouvoir d'achat et la compétitivité des produits fabriqués, les faiblesses de l'outil industriel et le spectacle de politiques inefficaces. Les rats quittent le navire au bon moment. Qui d'ailleurs pourrait leur reprocher de jouer le jeu du système ? Ne mêlons pas notre voix à celle d'une catégorie d'exploiteurs contre une autre, tout aussi fautive et responsable des structures qu'ils gèrent pour leur profit particulier avec plus ou moins de bonheur.

Malgré les gesticulations du timonier, le bateau craque. De toute part, le mécontentement est grand, les mouvements sociaux s'amoncèlent. La marge de manœuvre est étroite, et l'économie et les hommes n'en sortiront pas indemnes. Chacun y sera pour ses frais.

Depuis son accession à la rue du Faubourg-Saint-Honoré, les silences et les hésitations de V.G.E. ont morbidement créé une situation d'attente parmi les classes possédantes et une insatisfaction profonde et croissante parmi les catégories sociales les moins favorisées, victimes traditionnelles des faux bienfaits du système capitaliste. On ne résoudra pas ces problèmes avec des manchettes publicitaires, style « Priorité au travail manuel », propos démagogiques qui devraient se retourner contre leurs auteurs à coup de manche de pioche.

Titubant entre les problèmes du profit, de l'emploi ou du mieux-être, entre le chômage des jeunes et l'appel à la consommation, les tenants du pouvoir et leurs alliés sont pris dans le piège des structures qu'ils ont contribué à façonner et dont ils entendent rester les bénéficiaires. Il ne suffit pas de créer un nouveau partage de la galette, il faut reconsidérer entièrement les données de celle-ci. Et l'on peut affirmer que c'est là, à ce niveau, qu'apparaissent les limites de tous les projets réformistes des uns ou des autres.

La boucle est bouclée et chaque partenaire social est pris au piège de sa propre dynamique. Le problème de l'emploi en est l'exemple-type. Les centrales syndicales affirment que l'Etat et le patronat peuvent payer mais, en attendant, leur liberté d'action est pipée par la pression du chômage. Les entreprises prétendent qu'elles ne peuvent consentir à un effort supplémentaire qu'avec le soutien de l'Etat sous une forme ou sous une autre. Et l'Etat, compte tenu de ses engagements et responsabilités multiples, ne veut ni ne peut servir indéfiniment de « vache à lait » car, après tout, sa fonction ne réside pas à renflouer les trésoreries d'entreprises. Chacun a de bonnes raisons pour que ce soit l'autre qui écope. C'est un cercle vicieux dont il est impossible de sortir sans le briser, c'est-à-dire en fait sans opérer de transformation révolutionnaire.

Mettre en place de nouveaux équilibres ne se résume pas à donner plus à l'un au détriment d'un tiers. Il ne peut y avoir de justice que dans l'égalité des traitements, donc dans la suppression des inégalités économiques, facteurs de différenciation de classes. Mais, dans un système d'exploitation de l'homme par l'homme, les mesures compensatrices pour résorber la crise sont vite trouvées. Elles se réduisent à faire payer l'essentiel de la facture aux travailleurs, aux consommateurs qui sont, en dernière analyse, souvent les mêmes personnes et, en tous les cas, le dernier maillon de la chaîne économique.

La crise économique n'est pas finie ; elle débouche aujourd'hui sur une crise sociale qui touche les profondeurs de la société et qui, à terme, fera s'écrouler les fondements sur lesquels celle-ci repose.

AMIS LECTEURS

Voici dans ce numéro du Monde Libertaire *l'enquête annoncée le mois dernier. Il ne s'agit pas d'amener les résolutions de l'organisation anarchiste, quant au caractère de son journal, vers une opinion moyenne, le caractère du journal étant déterminé par les militants dans leur Congrès en toute indépendance. Il s'agit encore moins de consacrer dans nos milieux le sondage bidon qui sert à justifier n'importe quelle décision. Pourtant cette enquête n'est pas une simple prise de température : elle doit nous permettre de cerner le plus précisément possible les caractéristiques de notre audience. En cela, elle est à même de conditionner nos possibilités d'évolution. Elle sera un élément de travail précieux pour notre Congrès et pour tous les camarades chargés de la bonne tenue de notre journal.*

Longtemps nous nous sommes battus, grâce à votre soutien, pour conserver un équilibre précaire. Aujourd'hui nous devons, ensemble, nous donner les moyens d'une transformation assurée, mais avant de prendre le mouvement, vous nous guiderez utilement en répondant individuellement à notre questionnaire, et en nous le retournant, sous pli fermé, à l'adresse du Monde Libertaire, *3, rue Ternaux, 75011 Paris ; assez rapidement pour que nous puissions effectuer le dépouillement avant la fin du mois. L'intérêt que vous portez à l'expression de nos idées ne doit pas désarmer. Ce questionnaire est une modeste contribution, pourtant son utilité sera grande.*

Les administrateurs :
François GARCIA, Léopold TAMAMES.

En dehors des clous...

Le diagnostic de Monseigneur

Si l'athéisme est une maladie sociale, ainsi que l'a affirmé le cardinal Marty dans son homélie du 8 février à Notre-Dame de Paris, il est à présumer que nos bons docteurs en sociologie vont pratiquer tous les examens cliniques désirables pour en détecter les causes et en rechercher les remèdes.

Or la cause première, contre laquelle ils me paraissent absolument désarmés, c'est l'invisibilité permanente et le silence obstiné de Dieu. L'existence d'un être ou d'une chose, quand elle demeure trop longtemps conjecturale, finit par devenir douteuse, et la croyance la plus naïve ou la plus têtue finit alors par se décourager.

La moindre preuve matérielle, dans un monde physique et chimique où pour nous rien n'a de réalité que ce qui frappe les sens ou la raison, serait certes bien utile à la démonstration. Les chefs d'Etat les plus secrets savent qu'ils doivent s'afficher et parler quelquefois ; le maître de l'Univers, dans le gîte où il songe, devrait y réfléchir. On a beau être bon public, un acteur qui n'entre jamais en scène en vient à laisser le spectateur perplexe, même si la publicité, pendant des siècles, s'est évertuée à lui faire un nom.

Il est vrai que, dans l'hypothèse de son existence, Dieu est un pur esprit, impondérable et inconcevable élément qu'on ne peut ni voir, ni toucher, ni prouver, et que, par conséquent, on a toutes les excuses d'ignorer. Même l'élite pensante ne sait par quel bout le prendre et n'en peut discuter qu'en inventant une terminologie si éthérée que, comparés à ses abstractions séraphiques, le méson et le photon font figure de corps grossiers.

Reste cette attache morale, cette assise éthique, que la religion confond volontiers avec le sens de Dieu ; l'infortuné dépourvu de ce sens serait privé de celui du Bien. De telle sorte que la conscience irait de pair avec la grâce, dont elle serait la version profane. Mais s'il en était ainsi, comment expliquer que tant de bons serviteurs de la religion et de Dieu se soient si fort fourvoyés en leur comportement laïque ? Le musulman attentif à ne pas écraser l'animalcule qui lui nuit a couvert de sang humain l'aire de ses conquêtes, et les Eglises chrétiennes, tout en expédiant au bûcher des innocents, ont béni les armées qui dévastaient aussi bien la chrétienté que le monde infidèle.

Certes, si ceux qui croient en Dieu étaient meilleurs que ceux qui n'y croient pas, cela ne prouverait pas qu'Il existe : il faut, pour affirmer une certitude, des facteurs de conviction plus positifs. Cependant, un esprit pragmatique pourrait se prononcer en faveur de la croyance, contre la mécréance, au bénéfice de l'efficacité. Hélas !

La première moitié du vingtième siècle fut l'époque des grands dictateurs. Trois comptent parmi les plus effroyables bouchers de l'histoire : Hitler, Staline, Franco. De ces trois bourreaux du genre humain, deux croyaient en Dieu. Franco était chrétien, Hitler païen, Staline athée. Lequel des trois préférez-vous ? Lequel fait, par ses actes, pencher votre esprit ou votre cœur vers sa philosophie ? L'athée fut immonde, on vous le concède. Mais l'ange exterminateur de Wotan ne le fut pas moins. Et que penser de l'adorateur benoît de Jésus et de Marie ? On rêve d'un Dante qui ferait macérer ces trois despotes sanglants dans l'anthracite, le soufre et la merde de son enfer.

Si l'athéisme est une maladie sociale, ainsi qu'il ressortirait du diagnostic de monseigneur, ne pourrait-on soutenir que la foi est une maladie individuelle ?

P.-V. BERTHIER.

P.-S. — Dans mon billet du précédent numéro, il fallait lire : Jules Romains.

MOON... ET LES AUTRES

Ah ! ils me font doucement rigoler, tous ces culs bénis qui n'ont pas de mots assez durs pour condamner au feu de l'enfer les adeptes de la fameuse secte Moon. Non que je ne sois pas d'accord pour reconnaître que cette maffia de dingues fascisants commence à nous casser les couilles, mais enfin, en quoi est-elle si différente, par ses agissements, tout d'abord des autres sectes (elles prolifèrent en ce siècle où le charlatanisme foisonne), et puis également des « vraies » religions, les officielles, celles qui ont pignon sur rue, et donnent bonne conscience à des millions d'abrutis et de salauds. Le bourrage de crâne : voilà, en tout cas, une pratique commune à tous ces « marchands de paradis ».

Moon possède de nombreuses usines, c'est vrai, il est milliardaire, c'est vrai, mais que faites-vous des richesses vaticanes ?

Tous ces chefaillons, catholiques, moonistes, bouddhistes, protestants ou je ne sais quoi, pour bazarder leur camelote, prétendent être les SEULS détenteurs de la VERITE. Tu parles, Charles !...

Alors, quand tel évêque, ou tel pasteur accuse Moon et ses complices de caricaturer le message de la Bible, il ne faut surtout pas s'y tromper : ils attaquent DES CONCURRENTS DIRECTS, DES EMPECHEURS DE PRECHER EN ROND, qui aspirent à leur faucher de la clientèle ; c'est une querelle de boutique, et ils se fichent pas mal des « enfants égarés », engagés dans la nouvelle croisade proyankee du « Messie de l'Orient ».

Toutes ces sectes religieuses, plus ou moins anciennes, ne sont le plus souvent rien autre que des déviations des églises traditionnelles, autrement dit des cliques renégates issues des grands partis bondieusards.

Nées de l'hindouisme, telles « La Mission de la Lumière Divine », aujourd'hui affaiblie par ses problèmes internes, ou les « Disciples de Krishma », voués à l'étude des « textes sacrés » de l'Inde ; ou bien d'origine chrétienne, comme les « Témoins de Jéhovah », qui interprètent littéralement la Bible, refusent l'armée (il conviendrait d'en parler plus longuement, ainsi que de leur « lachâge » de Lecoin, après tous les efforts et les sacrifices endurés par notre camarade pour arracher à de Gaulle un statut de l'Objection de Conscience), et se distinguent par le démarchage à domicile ; ou encore fruits de la « Jesus Revolution » américaine, comme ces inquiétants « Enfants de Dieu », qui recrutent surtout parmi les anciens drogués et les jeunes « marginaux », en étant à la fois hostiles au communisme et antisémites, tous ces groupes (dont certains, ne nous leurrons pas, dépassent allégrement le million d'adeptes dans le monde) sont de dangereux miroirs aux alouettes où des jeunes (et parfois aussi des moins jeunes), angoissés, désorientés, avides d'absolu, viennent en espérant trouver ce qu'ils cherchent en vain dans cette absurde société de mensonge et de profit. Hélas ! ils ne font que s'y brûler les ailes.

Au début de février, un reporter du quotidien régional « Le Progrès » a réussi à passer trois jours chez les disciples lyonnais de Moon, en se faisant passer pour un sympathisant.

C'était son droit de ruser, pour en ramener une enquête qui n'est pas dénuée d'intérêt, et parvient à nous montrer la secte sous son vrai jour, ce qui — à vrai dire — n'est guère alléchant.

Ce journaliste raconte aussi qu'il a rencontré, durant son séjour au «centre de formation» de Saint-Germain-au-Mont-d'Or, un homme d'une cinquantaine d'années qui ne cachait pas sa sympathie pour les idées pacifistes intégrales et libertaires, et qui était venu là en simple curieux.

Il ne m'appartient pas de juger des raisons qui ont poussé Michel (que je connais) à vouloir apporter la contradiction et entamer la polémique au sein même de cette secte. Il me semble seulement — mais je me trompe peut-être — qu'agir de la sorte n'apporte rien de positif pour la propagation de notre idéal révolutionnaire et social, mais risque plutôt d'amener de l'eau au moulin de ces apprentis-sorciers, qui ne manqueront pas de vanter leur « tolérance » et de clamer leur bonne foi.

Toujours est-il que, sectateurs ou orthodoxes, tous ceux qui se réclament de la Bible et se sentent en accord avec ce verset : « Continue de leur rappeler d'être SOUMIS ET OBEISSANTS ENVERS LES GOUVERNEMENTS, ET ENVERS LES AUTORITES COMME CHEFS » (Titre 3 : 1), ceux-là ne sont pas seulement des vulgaires crétins réactionnaires, mais aussi des pauvres moutons de Panurge, dont la crédulité imbécile représente un obstacle majeur à franchir sur la route difficile de l'émancipation, pour le bonheur des hommes.

Bernard LANZA.

JUSTICE MILITAIRE

Les flics ont frappé au T. P. F. A. de Rennes. On ne se contente pas de condamner les Insoumis à de lourdes peines, on s'acharne très violemment sur le public solidaire, sur les témoins des inculpés.

Trois Insoumis nantais devaient être jugés le vendredi 5 mars à Rennes. Plusieurs centaines de personnes étaient venues manifester leur soutien devant le Palais de « Justice ». Une vingtaine seulement put entrer à l'intérieur du monument pour assister aux procès. Les autres participèrent à l'animation permanente qui se déroula dans le vaste square situé face au palais (piécette de théâtre, accordéon, guitare, chants antimilitaristes...).

Les deux premiers procès, ceux de Christophe Mabit et Jean-Pierre André se déroulèrent comme nous les avions prévus au Groupe d'INSOUMISSION TOTALE de Nantes. Celui de Christophe fut un procès « tribune », avec audition de témoins, plaidoirie de l'avocat (un des témoins, greffier au Palais de Justice de Nantes, voulut remettre au Tribunal une douzaine de livrets militaires, le juge les jeta par terre, ce fut le seul incident notoire de cette audience). Celui de Jean-Pierre fut un procès « rupture », il garda le silence après avoir dit qu'il ne reconnaissait pas le droit au T. P. F. A. de le juger. Aucun avocat ne plaida (durée trois minutes).

Le troisième procès fut celui de Philippe Peneau, procès « rupture totale ». Avant même que l'audience ne commence, les rares personnes qui purent être dans la salle se coiffèrent de chapeaux de papier sur lesquels il était inscrit « NON A LA JUSTICE MILITAIRE ». Philippe s'adressant au Tribunal, précisa lui aussi qu'il refusait d'être jugé et qu'en conséquence il partait. Les flics l'empêchèrent de quitter sa place, le public alors s'assit et commença à entonner des chants antimilitaristes ; matraques au poing, les flics frappèrent vicieusement. Réaction non violente de la vingtaine de personnes. Les flics tabassèrent à cœur joie. Bilan : trois blessés graves (dont le greffier témoin) transportés d'urgence au C. H. U. de Rennes, deux d'entre eux seront gardés en observation pour 48 heures.

Les Insoumis furent durement sanctionnés : 8 mois fermes pour Christophe Mabit et Philippe Peneau ; 6 mois fermes pour Jean-Pierre André.

Le Groupe Anarchiste de Nantes de la Fédération Anarchiste qui soutient depuis le début l'action du Groupe d'Insoumission Totale continuera de lutter main dans la main avec ses amis Insoumis. FACE A LA REPRESSION !

XAVIER DOIZY,
Groupe Anarchiste
de Nantes

La prostitution, pourquoi ?

Les manifestations des prostituées dans plusieurs villes françaises, en mai et juin de l'année dernière, eurent le mérite de faire mieux connaître au grand public (qui, avec plus ou moins d'hypocrisie, voulait l'ignorer) un problème extrêmement grave et complexe, dont ne peuvent sourire que les imbéciles.

Il ne fait pas de doute que la mission confiée par Giscard à un magistrat, en l'occurrence Guy Pinot, ne suffira pas à régler, ni même à clarifier un tant soit peu ce problème.

Nous savons que la prostitution est une tare (parmi bien d'autres) de la société de classes, où le profit est roi.

Nous ne chercherons donc nullement à la justifier. Mais nous sommes persuadés que ce ne sont ni les amendes, ni la prison qui aideront à s'en sortir des femmes, souvent désespérées, paumées et qui, bien que leur mouvement ne soit pas exempt de certaines ambiguïtés, luttent malgré tout pour plus de dignité. Au contraire, la répression policière n'est qu'un moyen de les enfoncer un peu plus.

Le remède, s'il existe, ne pourra être trouvé que si l'on s'attaque vraiment aux causes de la prostitution et si l'on a pleinement conscience que la solution ne réside pas dans un retour aux « bordels » d'autrefois ou, comme le suggèrent certains, dans l'ouverture d'Eros Centres, comme on en voit en Allemagne, par exemple.

Les causes de la prostitution ? Oh ! elles sont multiples, mais on peut retenir en premier lieu l'attrait de l'argent gagné rapidement et sans trop de peine. Illusion sans doute, car si la putain débutante est souvent fascinée par ce fric qu'elle croit pouvoir empocher, elle devra vite déchanter après que ses « protecteurs » aient retiré les parts qui leur reviennent, et qu'elle ait réglé les amendes dues aux flics trop zélés.

N'oublions pas non plus que nos sociétés, depuis deux mille ans, tiennent la femme dans un profond mépris (application ou interprétation du christianisme ; on pourrait en dire autant de l'islamisme et d'autres religions !) ; celle-ci est considérée comme un objet de reproduction, ou, à la rigueur de plaisir (un plaisir égoïste il va sans dire !), on lui a appris aussi à dépendre économiquement de l'homme (c'est lui qui tient le porte-monnaie comme le « maquereau » !).

Il faut bien évoquer aussi la venue dans les pays industrialisés, comme la France, de millions de travailleurs immigrés, dont les femmes sont restées au pays d'origine, quelquefois pour plusieurs années.

Ceci confirme que la majorité des « clients » qui « montent » avec des prostituées ne sont pas, comme le proclament les revues bien pensantes, des pervers ou des maniaques, mais plutôt des hommes seuls, malheureux, délaissés, à la recherche d'un contact humain, ou d'un court instant de rêve chèrement payé.

Les prostituées demandent qu'on reconnaisse leur « métier », qu'on leur donne la possibilité d'être assurées sociales, qu'on arrête immédiatement les poursuites et les tracasseries policières, celles-ci allant jusqu'à la prison ferme pour « racolage », celui-ci (à l'inverse de la prostitution) étant reconnu comme délit (ironie du Code pénal !).

Jusqu'ici, en tenant compte du fait que la prostitution ne disparaîtra pas du jour au lendemain, et que nous vivons dans une société capitaliste, nous pouvons être solidaires de ces revendications. Mais où nous ne pouvons plus être d'accord, c'est lorsque les prostituées contestataires nient pratiquement l'existence du proxénétisme, et donc des proxénètes, curieusement discrets dans cette affaire.

Pourtant, ce mensonge est compréhensible, car il est dicté par la frousse. Oui, la peur de l'impitoyable « loi du milieu », qui oblige ces femmes à se taire au sujet de leurs « hommes ». C'est pourquoi il est difficile pour celles qui le désirent de sortir du ghetto et de retrouver un emploi et un logement, sans se retrouver harcelées et menacées par leurs anciens « protecteurs ».

Il faut donc les aider, et pour cela chercher à les comprendre.

Jusqu'à présent, les actions menées en ce sens l'ont été surtout par des mouvements confessionnels, comme « Le Nid », créé en 1943 par le père Talvas, et, même si on a le droit de trouver que c'est dommage, on ne doit pas dénigrer le travail accompli par ces mouvements.

Mais bien sûr, pour que la prostitution disparaisse totalement, une transformation radicale économique et sociale est nécessaire.

Il faut une AUTRE civilisation, il faut des hommes et des femmes LIBRES et EGAUX, plus d'esclaves et plus de maîtres.

B. L.

QUESTIONNAIRE

A

Comment avez-vous connu le « Monde Libertaire » ?
- — par voie d'affiches ☐
- — par publications ou livres ☐
- — par les ventes à la criée ☐
- — dans un kiosque ou une librairie ☐
- — par relations personnelles ☐
- — autres .....

(tracez une croix × dans la case correspondant à la proposition de votre choix)

B

1) Si vous êtes **abonné** au « Monde Libertaire », l'êtes-vous depuis
- — moins d'un an ☐
- — plus d'un an ☐
- — plus de deux ans ☐

1 a) Trouvez-vous notre service d'abonnement satisfaisant ?
- OUI ☐
- NON ☐
- Suggestions .....

2) Si vous achetez le « Monde Libertaire » au numéro, l'achetez-vous
- — occasionnellement ☐
- — tous les mois ☐
- — depuis moins d'un an ☐
- — depuis plus d'un an ☐

L'achetez-vous toujours au (x) même (s) endroit (s) ?
- OUI ☐
- NON ☐

Avez-vous des difficultés à le trouver ?
- OUI ☐
- NON ☐

Pouvez-vous nous indiquer un point de vente (librairie, kiosque) susceptible d'accepter notre journal ?
- Nom et adresse .....
- Nombre d'exemplaires .....

2 a) Vous procurez-vous le « Monde Libertaire » auprès de militants (ventes à la criée) ?
- OUI ☐
- NON ☐

3) Le faites-vous connaître autour de vous ?
- OUI ☐
- NON ☐

C

Physionomie du lecteur

Le sondage peut prendre parfois un caractère voyeuriste susceptible de choquer certains camarades. Pour cette raison, nous limitons nos questions dans ce paragraphe. Nous rappelons que ce questionnaire peut rester anonyme et qu'il sera détruit après avoir été dépouillé.

1) Lisez-vous régulièrement des journaux d'expression anarchiste autres que le « Monde Libertaire » ?
- OUI ☐
- NON ☐

Si oui, pouvez-vous dire lesquels ? .....

2) Lisez-vous régulièrement d'autres journaux de la presse politique ou/et révolutionnaire ?
- OUI ☐
- NON ☐

Si oui, pouvez-vous dire lesquels ? .....

3) Quel quotidien lisez-vous habituellement ? .....

4) Appartenez-vous à un syndicat ?
- OUI ☐
- NON ☐

Si oui, pouvez-vous dire lequel ? .....

5) Appartenez-vous à un mouvement spécifique de défense tel que : U. P. F., Libre Pensée, Ecologie, Femmes, Consommateurs, etc. ?
- OUI ☐
- NON ☐

Si oui, pouvez-vous dire lequel ? .....

AGE :
- Moins de 20 ans ☐
- 20 à 25 ans ☐
- 25 à 35 ans ☐
- 35 à 50 ans ☐
- 50 à 65 ans ☐
- plus de 65 ans ☐

PROFESSION EXERCEE :
- Lycéen-Etudiant ☐
- Manuel (ouvrier-paysan) ☐
- Employé ☐
- Profession libérale ☐
- Cadre ☐
- Autre ☐

(suite au verso)

S'ABONNER AU « MONDE LIBERTAIRE », C'EST UNE FAÇON DE LE SOUTENIR !

Consommation et aliénation...

L'AUTOMOBILE EN QUESTION

Personne ne songerait à nier que, depuis deux années au moins, l'industrie automobile traverse une crise profonde.

Du fait de l'inflation et de la poussée du chômage, la demande a diminué, et conséquemment, la production a partout chuté. En France, le prix des véhicules a augmenté de 35 % en 2 ans ; à cela sont venues s'ajouter la hausse du prix des carburants, la hausse de celui des parkings, des assurances, des péages autoroutiers, des réparations.

Et pourtant, le slogan « auto - boulot - dodo » reste à l'ordre du jour. Travailleur, mon ami, si tu es déprimé, si ton travail à l'usine ou au bureau ne te satisfait pas, si ton H.L.M. neuve ne respire que l'ennui, si la télé t'emmerde et que tu rêves de vertes prairies, de cimes enneigées, si tu n'as pas de stades pour te défouler, en peu de mots si tu en as ras-le-bol de ton existence monotone d'exploité où la pendule est là pour te dicter le moindre geste, alors sais-tu ce que le Pouvoir te propose pour que tu retrouves la joie et l'enthousiasme ?... Ils te disent, tes maîtres bien intentionnés : prends ta bagnole et roule, roule, avale des kilomètres : l'œil rivé sur l'horizon de la nationale, tu seras libre enfin, tel superman à ton volant ; eh oui ! la voilà, la drogue que te recommandent les têtes pensantes de cette société qui, par ailleurs, te procure tant de désagréments.

Ta bagnole, mon vieux, elle doit être ton signe extérieur de richesse, la preuve palpable de ta réussite sociale, et tu dois la soigner, la bichonner, la montrer avec fierté, et ne pas te soucier du reste, et surtout ne pas écouter les prophètes du malheur.

Oui, mais si pendant quelques instants tu te mettais à réfléchir un peu, si tu t'interrogeais sur ce nouveau monstre sacré ? Si tu te penchais, ne serait-ce qu'un moment, sur les conséquences de cette folie que constitue la circulation actuelle sur des routes totalement inadaptées ? Les hécatombes effroyables de chaque week-end, ces chiffres affolants qui représentent tant de vies fauchées absurdement, tant de drames familiaux, tant d'infirmes pour toujours, ils ne t'impressionnent donc pas ?

Bien sûr, il ne sert à rien de bavarder ou de disserter à longueur de colonnes sur ce que devrait être une bonne politique de prévention routière. Si la vitesse excessive peut, à elle seule, être rendue responsable du quart au moins des accidents de la route, on s'aperçoit également que les limitations de vitesse sur route ou sur autoroute sont bien loin de tout régler, et ne font pas baisser sensiblement le nombre des accidents, bien qu'ils en atténuent quelque peu la gravité, ce qui est tout de même un résultat positif.

Mais cette vitesse qui tue et mutile beaucoup, elle rapporte aussi énormément aux industriels de l'automobile. Plus tu roules vite, et plus tu uses rapidement tes pneus et ton moteur.

Les poids lourds, quant à eux, roulent en trop grand nombre, et provoquent ainsi beaucoup d'accidents, les routiers étant souvent contraints de pratiquer des horaires anormaux. C'est la politique gouvernementale qui en est responsable, puisqu'elle a favorisé les transports de marchandises par route au détriment des transports ferroviaires, infiniment plus sûrs pourtant.

Il faudrait aussi évoquer la compétition automobile, un sport exigeant des qualités, réflexes, maîtrise de soi, devenu un spectable publicitaire formidable.

L'automobile, en cette fin de XXe siècle, est devenue un fléau : nous laisserons-nous asphyxier, étourdir de bruit sans réagir ?

Quand on l'examine de près, le problème est grave : bien qu'environ 80 % des Parisiens et des banlieusard utilisent les transports en commun (bus, métro, R.E.R., trains de banlieue) pour se rendre de leur domicile à leur lieu de travail, il n'empêche que le faible pourcentage d'individus se servant de son automobile suffit pour créer des embouteillages inextricables et bloquer la ville. Et lorsqu'on sait que la surface nécessaire au stationnement et à la construction de garages équivaut à peu près à la moitié de la surface de la ville, on a l'impression que cette société, qui allie le mépris de l'individu à l'encouragement de ses instincts égoïstes, ne comprend d'autre individualisme que celui, destructeur, de « l'homme au volant ».

C'est une des raisons pour lesquelles il est urgent de lutter pour un changement radical, afin que TOUT parte de l'homme pour arriver à l'homme, l'automobile comme le reste.

Otto BÜSS

Souscriptions "Monde Libertaire"

RAYNAUD	10
WEIS	20
PILATRINO	10
BUFKENS	10
RANNOU	200
FAUGERAT	10
GODIN	10
RICHARD	10
PARIS	10
GASBARRE	40
CORNIC	20
GALLOIS	150
RODRIGUEZ	90
MICHAUD	4
DUJUS	60
JORDY	30
ANONYME	9
HUET	60
LANTUEJOUL	5

LIBRAIRIE PUBLICO
3, rue Ternaux - 75011 Paris

Ouvert chaque jour de 13 heures à 19 heures

Métro : Oberkampf - Parmentier

Filles-du-Calvaire - République

QUESTIONNAIRE

D

Présentation du journal

1) Critiques de forme
(La couleur, le nombre de clichés sont pour nous des questions d'ordre financier !)

Est-il clair, bien présenté ? ☐
Est-il austère, difficile à lire ? ☐
Variable suivant les numéros ? ☐
Suggestions .....
.....

2) Critiques de fond

Est-il trop critique, négatif ? ☐
Intellectuel, trop complexe ? ☐
Superficiel ? ☐
Mal écrit ? ☐

3) Souhaiteriez-vous :

davantage d'informations sur l'activité militante des groupes ☐
davantage d'informations sur les luttes ouvrières et syndicales ☐
davantage de commentaires sur les grands événements sociaux ☐
davantage d'analyses sur les partis politiques ☐
davantage d'articles historiques ☐
davantage d'informations internationales ☐
(Numérotez de 1 à 6 par ordre de préférence ou laissez en blanc)

Indiquez-nous vos suggestions sur un contenu possible du « Monde Libertaire » (rubriques, articles, divers) .....
.....

E

Le « Monde Libertaire » est-il pour vous :

un moyen d'action ☐
un instrument de travail ☐
un moyen d'information ☐

F

Le « Monde Libertaire » reflète-t-il l'action et l'idéologie de la Fédération anarchiste ?

OUI ☐
NON ☐

G

Souhaiteriez-vous la parution de « Mondes Libertaires » spéciaux, comme suppléments aux mensuels ?

OUI ☐
NON ☐

Par thèmes ☐
Sur l'actualité ☐
Historiques ☐

H

Le « Monde Libertaire » hebdomadaire ? Une nécessité !

Seriez-vous prêt à soutenir le gros effort financier qu'exige sa parution ?

OUI ☐
NON ☐

Si oui, indiquez une somme approximative .....
Si non, précisez les raisons de votre refus .....
.....

Vous y abonneriez-vous (150 F annuel) ?

OUI ☐
NON ☐

L'achèteriez-vous

Régulièrement ☐
Occasionnellement ☐

Y collaboreriez-vous en nous envoyant des informations ou des articles (dans la mesure où un hebdo doit intervenir sur l'actualité) ?

OUI ☐
NON ☐

Pour répondre aux diverses questions que nous vous soumettons, vous devez, selon le cas, ou bien mettre une croix × dans le carré qui correspond à la proposition de votre choix, ou bien classer numériquement, par ordre de préférence, les propositions. Vos suggestions doivent être très brèves. Nous vous rappelons que vous avez toujours la possibilité de nous écrire. Aussi n'hésitez pas. De tels échanges sont un bien que nous voulons cultiver.

S'ABONNER AU « MONDE LIBERTAIRE », C'EST UNE FAÇON DE LE SOUTENIR !

SEULE UNE TÊTE ROULA DANS LA SCIURE...

Haro sur Patrick Henry, meurtrier présumé du petit Philippe, et la conscience populaire de réclamer la mort, aidée, canalisée, aiguillonnée par certains journalistes, toujours prêts à s'enflammer pour ces « justes causes » et ministres outrepassant leurs droits. La haine et la vindicte déferlèrent. D'aucuns trouvant la guillotine trop douce se replongèrent dans les manuels d'histoire pour ressortir les vieilles pratiques moyennageuses, et chacun de renchérir, de rêver de la manière dont il exécuterait s'il le pouvait « l'horrible monstre ». Un député parla de déposer un projet de loi pour l'exécution immédiate dans de pareils cas. Nous venions brusquement de faire un bond de mille ans en arrière. Les avocats de Troyes parlaient de cause indéfendable et refusaient d'assurer sa défense, lui déniant un droit qui fut accordé aux plus grands criminels nazis. Les adversaires de la peine de mort restaient pour la plupart muets en la circonstance, ne sachant quelle argumentation développer en ce cas précis.

La cause est entendue, la justice jouera sa sinistre farce dont on connaît par avance le dénouement, et, lors de cette unique représentation, un homme sera seul dans le box des accusés.

Il sera seul ; pourtant, nous serons tous là, accusés avec lui, car au-delà de l'acte et de l'homme qui l'accomplit, c'est la société capitaliste, avec son échelle de valeurs, qui sera accusée.

Le présumé meurtrier est un type normal, trop normal. Il est comme tout un chacun, c'est un Français moyen de la classe moyenne, un type bien intégré dans le système, et c'est là que le bât blesse. Ce n'est pas un marginal, un psychopathe, un drogué, un mystique. On ne peut pas chercher les causes de son acte dans sa famille ou dans son éducation comme on le fait pour la plupart des délinquants, rejetant sur l'entourage immédiat les responsabilités. Ce n'est pas un immigré, un bourgeois décadent. S'il relevait de la passion, de la jalousie, de l'alcoolisme, etc., enfin s'il pouvait être un autre, différent de cette « majorité silencieuse » dont il est issu et qui le voue à la mort ? Non, il est le produit parfait, logique de cette société, il ne voit d'issue que dans la possession de la puissance que confère l'argent. Tout s'achète, tout est à vendre, il suffit d'y mettre le prix, se plaisent à répéter les nantis de ce monde. C'est pour « se payer » cette société qu'il agira. L'argent sera son mobile, l'argent que tous rêvent d'avoir en quantité ; l'argent, le moteur de la société capitaliste, construite elle-même autour de l'argent, pour l'argent, par l'argent. On a dit de lui qu'il était un « meurtrier cynique et calculateur » : ce sont là les « qualités » requises en ce monde basé sur la compétition, le profit, la loi du plus fort, pour réussir. La société dans laquelle nous vivons a enfanté « un monstre » qui est le paroxysme de ses traits dominants. C'est pour l'argent, cyniquement et par calcul que les industriels polluent fleuves et océans avec les déchets toxiques rejetés par leurs usines ; c'est pour l'argent, cyniquement et par calcul, qu'ils envoient chaque année des milliers de travailleurs à la mort ; c'est pour de l'argent, cyniquement et par calcul, qu'ils vendent des armes aux marchands de canons gouvernementaux ou autres qui, pour de l'argent, cyniquement et par calcul, les revendront à d'autres pays, à des militaires qui, à cause ou pour de l'argent, cyniquement et par calcul, massacreront des centaines de milliers d'enfants de par le monde. Mais là, personne à mettre dans le box des accusés ; les coupables sont multiples, les responsabilités diluées dans les différents appareils hiérarchisés, chacun rejetant sur les autres la totalité de la responsabilité, se trouvant toutes les bonnes raisons possibles pour rejeter la part qui lui incombe. C'est parce qu'ils se sentent, consciemment ou non, responsables que leur haine est si violente ; plus vite il sera jugé, plus vite il sera exécuté et plus vite disparaîtra cette image insupportable d'eux-mêmes façonnée par la société capitaliste, et qui démontre que vraiment peu de chose les sépare de lui ; un dernier verrou qui saute et ils sont des Patrick Henry en puissance.

Sa condamnation et sa probable exécution permettront de supprimer l'effet sans s'être véritablement posé la question des causes. En répondant à la violence par la violence, au meurtre par le meurtre d'Etat, on éludera le problème : y réfléchir remettrait en cause trop de principes fondamentaux de cette société.

C'est en instaurant de nouveaux rapports entre les hommes dans le cadre d'une société libertaire égalitaire que de telles aberrations inhumaines seront définitivement supprimées. Ceux qui, pour conserver leurs privilèges, leur soif de pouvoir, aident sciemment ou non à maintenir coûte que coûte une société, un système qui ont produit et produiront d'autres Patrick Henry, ne sont-ils pas des assassins ?...

... Seule une tête roula dans la sciure.

AMADOR
(Groupe Voline).

LES ARMES A LA FERRAILLE !

Il est évident que, si vous les interrogez individuellement, les gens, dans leur grande majorité, condamnent la guerre et vont souvent jusqu'à la maudire. Hélas, si vous cherchez à en savoir davantage, vous apprenez rapidement qu'il s'agit la plupart du temps d'une condamnation de principe, et que ces faux pacifistes sont prêts à accepter la guerre si elle s'avère à leurs yeux nécessaire, voire juste. Ils essayeront même de vous prouver que la meilleure façon de préserver la paix est sans doute de se préparer à la « guerre de défense ». Il faut dire que toutes les idéologies politiques, à gauche comme à droite, ont bourré le crâne de tous ces braves gens afin de leur faire croire qu'elles sont contraintes par leurs adversaires de se tenir sur leurs gardes et, tout en réclamant à cor et à cris le « désarmement général, simultané et contrôlé », de veiller à dissuader « l'ennemi potentiel », donc de poursuivre le démentiel et diabolique surarmement, pour le plus grand profit des marchands de canons que sont les Etats.

⁂

Et si un jour, un pays, la France par exemple, donnait l'exemple du désarmement UNILATERAL, si elle ouvrait la voie et invitait les autres nations à l'imiter, ne serait-ce pas une force de dissuasion autrement plus redoutable que ce sous-marin du même nom ? Ecoutez Lecoin proclamer avec toute la détermination qui le caractérisait : « Notre pays déclarant la paix au monde en désarmant unilatéralement, ce serait le commencement de la fin — la fin de la guerre. La sagesse et la raison prenant enfin le dessus ». (Liberté, avril 1967).

⁂

Je tiens aussi à citer cet extrait d'un livre intitulé « Les choix de l'espoir » : « Combien plus grande serait l'autorité internationale de la France si elle était le promoteur d'un mouvement de paix et conduisait une action d'aide économique et culturelle aux pays sous-développés au lieu d'une assistance (en outre discriminatoire) par les armes ».

⁂

Le nom de l'auteur va sûrement en étonner plus d'un. Il y a de quoi. C'est tout bonnement Michel Poniatowski, ben oui, Ponia ! ministre de la Police d'un gouvernement de trafiquants d'armes : la France est le troisième marchand d'armes du monde, immédiatement après les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

⁂

Il devient urgent de participer à une campagne contre le commerce des armes et, avec nos amis de l'U. P. F., pour le désarmement UNILATERAL. Profitons des réunions publiques pour embarrasser les députés et autres politiciens, en leur demandant leur point de vue à ce sujet. Alertons la presse, nationale ou régionale, exigeons le DROIT de nous exprimer. Et ne craignons pas les ricanements de ceux qui nous traiteront d'utopistes et de rêveurs, car est-il attitude plus réaliste que celle qui consiste à vouloir sauver l'humanité du cataclysme où l'entraîne inévitablement la sinistre course aux armements ? Soyons les pionniers de l'espérance, en combattant pour la paix et la liberté.

BERNADETTE.

VIENT DE PARAITRE
LA RUE N° 21

AU SOMMAIRE :

— **L'Etat, rempart de l'oppression**
par R. BOSDEVEIX

— **Un militant anarcho-syndicaliste : Cipriano Mera**
par Gomez PELAEZ

— **L'avenir de l'anarchisme espagnol**
par M. JOYEUX

— **Les mathématiques, école de liberté**
par M. BONIN

— **La vie à Montmartre**
par J. CATHELIN et GRAY

— **La guerre et son instrument**
par P.-V. BERTHIER

— **Plaidoyer pour une solution provisoire**
par P. MARCHAND

— **Un poète libertaire**
par J. HUMBERT

— **La manifestation**
par M. LAISANT

LE STATUT DE LA SCIE

(Analyse méthodologique des rapport

LE POUVOIR AUX SAVANTS? NON!

UN des effets principaux de la critique bakouninienne de la science est, nous l'avons vu dans une précédente étude (1), de dénoncer le paradoxe constant de l'activité scientifique en général : « *D'un côté,* nous dit Bakounine, *la science est indispensable à l'organisation rationnelle de la société ; d'un autre côté, incapable de s'intéresser à ce qui est réel et vivant, elle ne doit pas se mêler de l'organisation réelle ou pratique de la société* ». (*Œuvres,* tome III, p. 100).

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que la science peut indifféremment et avec la même facilité servir rationnellement ou régenter abusivement la vie sociale en tant que telle. Cela veut dire, plus généralement, que la science peut aussi bien être utilisée à des fins humanitaires qu'à des fins antisociales. « *La science, quand elle n'humanise pas, déprave,* écrit Bakounine. *Elle raffine le crime et rend plus avilissante la lâcheté. Un esclave savant est un malade incurable. Un oppresseur, un bourreau, un despote savants restent à jamais cuirassés contre tout ce qui s'appelle humanité et pitié. Rien ne les détourne, rien ne les effraye ni les touche, excepté leurs propres souffrances ou leur propre danger. Le despotisme savant est mille fois plus démoralisant, plus dangereux pour ses victimes que le despotisme qui n'est seulement que brutal. Celui-ci n'a de prise que sur le corps, sur la vie extérieure, sur la richesse, sur les rapports, sur les actes. Il ne peut pénétrer dans le for intérieur, parce qu'il n'en a pas la clef. L'esprit lui manque pour étouffer l'esprit. Le despotisme intelligent et savant au contraire pénètre dans l'âme des hommes et corrompt leurs pensées dans leur source* ». (« Lettre aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », in Max Nettlau : *The life of Michel Bakunin. Michael Bakunin, eine Biographie,* privately printed, London 1896-1900, p. 605). On ne saurait être plus clair. L'intégrité — supposée et trop souvent admise — de la science et des savants ne doit pas, selon l'auteur de *Dieu et l'Etat,* nous dissimuler que science et savants peuvent également se révéler inhumains.

Il s'agit donc, en toute première instance, d'apprécier cette notion d'« inhumanité », en tant que Michel Bakounine l'applique simultanément à la science et aux savants. La formule *despotisme savant* dont il est fait usage dans la citation proposée et que l'on trouve fréquemment sous la plume de l'auteur semble indiquer qu'il n'y a pas réciprocité d'action et de réaction, mais qu'il s'agit en fait d'une relation causale univoque : la science ne devient inhumaine et despotique et ne prétend s'octroyer le gouvernement de la société qu'à partir du moment où elle reçoit, par ceux-là mêmes qui en sont les représentants officiels, savants ou/et gouvernants, une orientation idéologique calquée sur le despotisme et l'anti-humanitarisme. En d'autres termes, à l'inhumanité et au despotisme de la science correspondent toujours forcément, de l'avis de Michel Bakounine, une inhumanité et un despotisme de fait du corps scientifique. Aussi devons-nous essayer de déterminer suivant quel processus la science, par le seul intermédiaire des savants, pourrait en arriver à ne plus remplir le rôle humanitaire qui est supposé être le sien, c'est-à-dire, dans la perspective bakouninienne, à se corrompre au point de gouverner et d'asservir le corps social dans son ensemble, dans quelle mesure un gouvernement d'hommes de science serait susceptible d'annihiler le nécessaire développement de l'esprit humain et d'emmurer la vie sociale, tant individuelle que collective, dans quelle mesure encore nous pouvons être autorisés à parler de despotisme savant.

Il semblerait que cette inhumanité et ce despotisme de la science dont parle Bakounine, et par suite l'assujettissement de la VIE à la science, passent nécessairement par l'extorsion et la privatisation du patrimoine scientifique par quelques minorités privilégiées plus soucieuses de détenir un quelconque pouvoir et d'exercer sur les masses une quelconque domination que d'œuvrer au profit du plus grand nombre, et donc par la constitution — toujours possible — d'une gouvernement de savants.

Bakounine, en effet, représente à juste titre la science comme un pouvoir que détiennent les savants, et par eux, les gouvernants, pouvoir pratiquement illimité dont ils tendent tout naturellement à conserver le privilège. Ce qui lui permet d'affirmer : « *... les hommes qui, par leur intelligence supérieure, sont aujourd'hui entraînés dans le monde exclusif de la science..., cédant à la nécessité d'une position toute bourgeoise, font tourner toutes leurs inventions à l'utilité exclusive de la classe privilégiée, dont ils font eux-mêmes partie* ». (*Œuvres,* tome V, p. 145). De l'extorsion, par les savants ou/et les gouvernants, des acquis scientifiques à la constitution d'une élite, d'une aristocratie de l'intelligence, il n'y a qu'un pas que Bakounine, au fait des passions qui animent inéluctablement les hommes lorsqu'ils détiennent entre leurs mains un quelconque pouvoir, nous invite à franchir avec lui. « *Dans leur organisation actuelle, monopolistes de la science et restant comme tels en dehors de la vie sociale, les savants forment certainement une caste à part et qui offre beaucoup d'analogies avec la caste des prêtres. L'abstraction scientifique est leur Dieu, les individualités vivantes et réelles sont les victimes, et ils en sont les immolateurs consacrés et patentés* ». (*Œuvres,* tome III, p. 91-92).

OR, selon l'auteur de *Dieu et l'Etat,* il est d'autant plus nécessaire de mettre en garde contre l'éventualité d'un « gouvernement de savants » que celui-ci ne saurait être, à court terme, sans de multiples dangers pour les individus sociaux.

Au premier rang de ces dangers figure l'illusion, que ne manquerait pas d'entretenir un tel gouvernement afin d'assurer sa crédibilité et son hégémonie, d'une adéquation parfaite et inaliénable de sa législation et des « vérités » scientifiques établies, véritable *obstacle épistémologique,* dans la mesure où la science n'est pas achevée, au sens fort du terme, mais se présente au contraire comme un savoir partiellement organisé et en cours d'élaboration. Bakounine ne doute pas, à première vue, que la science soit le lieu privilégié de la vérité. Mais force lui est de constater que les sciences sont en état de perpétuel remaniement, que leurs concepts fondamentaux, leurs lois et leurs théories sont entraînés dans une histoire dont on peut se demander si elle est forcément une ascension vers la vérité, que la science, en définitive, progresse à travers des erreurs redressées. A ne pas s'étonner, dès lors, qu'il puisse percevoir dans toute tentative gouvernementale qui viserait à fonder une législation sociale sur les dernières découvertes scientifiques, une cause nécessaire d'immobilisme et en fin de compte d'anéantissement de la science elle-même et de la pensée humaine. Son raisonnement est des plus logiques ; il repose sur la nature même de la science, qui est d'être prioritairement une construction intellectuelle, c'est-à-dire une construction humaine, portant les traces de l'élan de l'homme à la fois comme puissance et comme faiblesse, et donc perpétuellement sujette à caution. « *Supposez,* nous dit Bakounine, *une académie de savants, composée des représentants les plus illustres de la science ; supposez que cette académie soit chargée de la législation, de l'organisation de la société, et que, ne s'inspirant que du plus pur amour de la vérité, elle ne lui dicte que des lois absolument conformes aux plus récentes découvertes de la science. Eh bien, je prétends, moi, que cette législation et cette organisation seront une monstruosité, et cela pour deux raisons. La première, c'est que la science humaine est toujours nécessairement imparfaite, et que, en comparant ce qu'elle a découvert avec ce qu'il lui reste à découvrir, on peut dire qu'elle est toujours à son berceau. De sorte que si on voulait forcer la vie pratique, tant collective qu'individuelle, des hommes, à se conformer strictement, exclusivement, aux dernières données de la science, on condamnerait la société aussi bien que les individus à souffrir le martyre sur un lit de Procuste, qui finirait bientôt par les disloquer et par les étouffer, la vie restant toujours infiniment plus large que la science* ». (*Œuvres,* tome III, p. 51-52).

Aujourd'hui les anima

A ce premier grief s'en ajoute immédiatement un second, qui affirme le caractère dogmatique, et en ce sens irrationnel, que présenterait tout aussi inévitablement une législation qui serait issue d'un gouvernement de type scientifique et qui, à ce titre, se réclamerait de la science. En effet, décrétée, par ses souteneurs patentés, vérité substantielle, éternelle et immuable parce que fondée sur la science, devant être, comme toute vérité substantielle, éternelle et immuable, vénérée et contemplée « sub specie aeternitatis », et faisant appel, de ce fait même, bien davantage à la foi qu'à la raison, une telle législation s'imposerait immanquablement à la masse des croyants et des fidèles comme *La Nouvelle Religion Révélée* — la toute-puissance de la science, invoquée pour la circonstance, jouant ainsi le rôle de révélateur —, et ne pourrait qu'inaugurer le règne de la sottise et de l'ignorance. Et gare aux hérétiques ! D'où une nouvelle condamnation sans appel de Michel Bakounine : « *... une société qui obéirait à une législation émanée d'une académie scientifique, non parce qu'elle en aurait compris elle-même le caractère rationnel, auquel cas l'existence de*

NCE CHEZ BAKOUNINE

s entre Science, Idéologie et Pouvoir)

l'académie deviendrait inutile, mais parce que cette législation s'imposerait au nom d'une science qu'on vénérerait sans la comprendre, — une telle société serait une société non d'hommes, mais de brutes. Ce serait une seconde édition de cette pauvre république du Paraguay qui se laissa gouverner si longtemps par la Compagnie de Jésus. Une telle société ne manquerait pas de descendre bientôt au plus bas degré de l'idiotisme ». (*Œuvres,* tome III, p. 52-53).

Une troisième raison permet à Bakounine de justifier son hostilité déclarée à l'égard d'un « gouvernement de savants » ; elle est fondée sur un principe fondamental de la nature humaine, à savoir la séduction irrésistible de l'aisance, de la facilité et de la passivité qu'éveillent et qu'encouragent chez tout individu les privilèges acquis (2). Or, de l'avis du révolutionnaire russe, les savants ne sont ni plus ni moins honnêtes que les autres individus et il est donc forcément à craindre que l'accession au pouvoir politique endorme à tout jamais leurs facultés imaginatives, inventives, créatrices.

! Demain les hommes ?

« *Mais il est encore,* proclame Bakounine, *une troisième raison qui rend un tel gouvernement* (entendons un gouvernement de savants) *impossible. C'est qu'une académie scientifique revêtue de cette souveraineté pour ainsi dire absolue, fût-elle même composée des hommes les plus illustres, finirait infailliblement et bientôt par se corrompre elle-même et moralement et intellectuellement. C'est déjà aujourd'hui, avec le peu de privilèges qu'on leur laisse, l'histoire de toutes les académies. Le plus grand génie scientifique, du moment qu'il devient un académicien, un savant officiel, patenté, baisse inévitablement et s'endort. Il perd sa spontanéité, sa hardiesse révolutionnaire, et cette énergie incommode et sauvage qui caractérise la nature des plus grands génies, appelés toujours à détruire les mondes caducs et à jeter les fondements des mondes nouveaux* ». (*Œuvres,* tome III, p. 53). D'un point de vue plus général et plus fondamental, un consortium d'hommes de science qui serait parvenu, par la force ou par l'absurde consentement des individus sociaux, à s'octroyer le pouvoir politique, ne pourrait avoir, selon Bakounine, d'autre ambition que celle — commune à tous les gouvernements constitués — de se perpétuer au nom d'un idéologie diffuse et parasitaire et d'asservir indéfiniment la société placée sous son joug. Bref, ce serait la consécration scientifique du totalitarisme étatique, de la dictature. « *Un corps scientifique, auquel on aurait confié le gouvernement de la société,* poursuit Bakounine, *finirait bientôt par ne plus s'occuper du tout de science, mais d'une tout autre affaire ; et cette affaire, celle de tous les pouvoirs établis, serait de s'éterniser en rendant la société confiée à ses soins toujours plus stupide et par conséquent plus nécessiteuse de son gouvernement et de sa direction* ». (*Œuvres,* tome III, p. 54).

ENFIN, Michel Bakounine nous en a avertis depuis longtemps, la science a pour outil privilégié l'abstraction, dont on connaît les effets pernicieux sur les choses et les êtres qu'elle ampute systématiquement de leurs originalités et de leurs personnalités. C'est dire qu'une académie scientifique qui serait investie du pouvoir politique ne tarderait pas à mépriser, dévaloriser, désarticuler par ses analyses dissolvantes et déshumanisantes, la sensibilité, l'imagination, le sentiment, qui sont pourtant non seulement le charme, mais aussi le ressort de la vie. Telle est bien l'opinion de Bakounine d'autant plus que son attitude méfiante et hostile à l'égard de la science y trouve une nouvelle justification et le prétexte à une nouvelle mise en garde contre l'éventualité d'un gouvernement de savants : « *Puisque sa propre nature* (il s'agit de la nature de la science) *la force d'ignorer l'existence et le sort de Pierre et de Jacques, il ne faut jamais lui permettre, ni à elle, ni à personne en son nom, de gouverner Pierre et Jacques. Car elle serait bien capable de les traiter à peu près comme elle traite les lapins. Ou plutôt, elle continuerait de les ignorer ; mais ses représentants patentés, hommes nullement abstraits, mais au contraire très vivants, ayant des intérêts très réels, cédant à l'influence pernicieuse que le privilège exerce fatalement sur les hommes, finiraient par les écorcher au nom de la science, comme les ont écorchés jusqu'ici les prêtres, les politiciens de toutes les couleurs et les avocats, au nom de Dieu, de l'Etat et du droit juridique* ». (*Œuvres,* tome III, p. 95). Voilà le voile levé. Il ne s'agit rien moins, pour l'homme social, que de s'opposer à tout prix à l'hégémonie d'une science nécessairement coercitive, qui repose exclusivement sur l'expérience objective et qui, comme telle, ne peut qu'opprimer, effacer, traiter en choses les individualités. Mais l'idée essentielle qui se profile derrière ce réquisitoire passionné de Bakounine, c'est, en définitive, que les scientifiques qui disposeraient du pouvoir se livreraient sans nul doute, sinon sur les individus sociaux du moins sur le corps social, à des expériences semblables à celles qu'ils pratiquent couramment sur les animaux. Leurs prétentions outrancières à la suprématie et au monopole de la pensée sont déjà, selon l'auteur de *Dieu et l'Etat,* une préfiguration de cette vivisection qu'ils ne manqueraient pas d'entreprendre à titre purement gratuit et pour un avenir scientifique plus que problématique. « *Toutefois, il ne faut pas trop s'y fier,* déclare Bakounine, *et, si l'on peut être sûr à peu près qu'aucun savant n'osera traiter aujourd'hui un homme comme il traite un lapin, il est à craindre toujours que le corps des savants, si on le laisse faire seulement, ne soumette les hommes vivants à des expériences scientifiques sans doute moins cruelles, mais qui n'en seraient pas moins désastreuses pour ses victimes humaines. Si les savants ne peuvent pas faire des expériences sur le corps des hommes individuels, ils ne demanderont pas mieux que d'en faire sur le corps social, et voilà ce qu'il faut absolument empêcher* ». (*Œuvres,* tome III, p. 91). Une prophétie qui a fait son chemin...

« Ce que je prêche, c'est donc, jusqu'à un certain point, *la révolte de la vie contre la science,* ou plutôt *contre le gouvernement de la science.* »

AINSI donc, Michel Bakounine semble placer tous ses espoirs en une révolte consciente et réfléchie des individus contre la finalité de la science. Aussi bien cette révolte s'avère-t-elle, selon lui, nécessaire. Moins parce que la science, dans sa finalité même, est toujours plus ou moins idéologiquement manipulée que parce qu'elle se présente comme le substitut idéologique provisoire d'un pouvoir dictatorial absolu à la recherche de lui-même. Par-là même, Michel Bakounine nous propose une vision de la science qui n'est pas précisément faite pour rassurer. Mais la science est-elle seulement rassurante ? L'état actuel de la science ne tend-il pas plutôt à confirmer qu'à infirmer les étonnantes prophéties de Bakounine ? Le fait est que lorsque nous considérons aujourd'hui l'état de la science, nous sommes le plus souvent effrayés de l'usage qu'on en pourrait faire. Mais aussi, sans s'arrêter à l'usage possible de la science — et qui peut favoriser aussi bien l'ordre et le désordre, le moral et l'immoral — on sait que la recherche passe par des crises qui nous font douter périodiquement et de nos conceptions objectives et de la puissance de nos moyens. Ce qu'on a appelé la crise de la physique contemporaine, par exemple, a jeté dans le désarroi une humanité savante, trop rapidement rassurée au siècle dernier par ses propres découvertes. Nous ne sommes plus si certains aujourd'hui que la science exprime un ordre réel, encore que l'esprit continue à l'exiger d'elle. Nous nous demandons si elle n'est pas une interprétation, parmi bien d'autres, d'une réalité dont l'essence nous échappe à jamais. Et l'on s'est effrayé non seulement des aperçus que la science découvre, mais encore des mystères qu'elle garde cachés. Si nous voulons penser quelques instants aux questions les plus générales, à celles dont dépendent toutes les autres : que nous a apporté la science, que nous enseignent les savants, quant à la conduite de notre vie et quant aux causes et aux buts de notre existence ? N'ont-ils pas apporté plutôt le doute et l'inquiétude, qu'une morale et une cosmogonie ? Il nous suffit de savoir que l'opinion banale répond oui à la dernière de ces questions pour comprendre que l'individu peut aisément ressentir, à l'égard de la science et des savants, non les sentiments d'admiration et de gratitude que notre exorde semblait impliquer, mais des attitudes de refus, de méfiance, voire de fureur.

Patrick PIDUTTI.

(1) Cf. **Le Monde Libertaire,** n° 217, décembre 1975.

(2) Ce qui fait dire à l'auteur de **Dieu et l'Etat** : « C'est le propre du privilège et de toute position privilégiée que de tuer l'esprit et le cœur des hommes. L'homme privilégié soit politiquement, soit économiquement, est un homme intellectuellement et moralement dépravé. Voilà une loi sociale qui n'admet aucune exception, et qui s'applique aussi bien à des nations tout entières qu'aux classes, aux compagnies et aux individus ». (**Œuvres,** tome III, p. 53).

Textes et Documents à l'appui...

CLASSIQUE DE L'ANARCHISME

« Idées sur l'Organisation Sociale »

de James Guillaume - 1876 (Extrait)

...Nous examinerons, dans ce chapitre, la manière dont doivent s'organiser les paysans pour tirer le plus de profit possible de leur instrument de travail, la terre.

Au lendemain de la Révolution, voici dans quelle position se trouveront les paysans :

Les uns, qui étaient déjà petits propriétaires, conservent le morceau de terrain qu'ils cultivaient et qu'ils continuent à cultiver seuls avec leur famille. D'autres, et c'est le plus grand nombre, qui étaient fermiers d'un grand propriétaire ou simples manœuvres à la solde d'un fermier, se sont emparés en commun d'une vaste étendue de terrain, et doivent la cultiver en commun.

Lequel de ces deux systèmes est le meilleur ?

Il ne s'agit pas ici de faire de la théorie, mais de prendre pour point de départ les faits, et de rechercher ce qui est immédiatement réalisable.

Nous plaçant à ce point de vue, nous disons d'abord que la chose essentielle, celle pour laquelle la Révolution a été faite, est accomplie : la terre est devenue la propriété de celui qui la cultive, le paysan ne travaille plus au profit d'un exploiteur qui vit de ses sueurs.

Cette grande conquête obtenue, le reste est d'ordre secondaire ; les paysans peuvent, si c'est leur volonté, partager le terrain en lots individuels et attribuer à chaque travailleur un lot ; ou bien au contraire mettre le terrain en commun et s'associer pour le cultiver.

Cependant, quoique secondaire par rapport au fait essentiel, à l'émancipation du paysan, cette question de la meilleure forme à adopter pour la culture et la possession des sols, mérite aussi d'être examinée avec attention.

Dans une région qui aura été peuplée, avant la Révolution, de paysans petits propriétaires, où la nature du sol sera peu propice à des cultures étendues, où l'agriculture en est encore restée aux procédés de l'âge patriarcal, où l'emploi de machines est inconnu ou peu répandu, — dans une région semblable il sera naturel que les paysans conservent la forme de propriété à laquelle ils sont habitués. Chacun d'eux continuera à cultiver son terrain comme par le passé, avec cette seule différence que ses valets d'autrefois, s'il en avait, seront devenus ses associés et partageront avec lui les fruits que leur travail commun aura fait produire à la terre.

Toutefois, il est probable qu'au bout de peu de temps, ces paysans restés propriétaires individuels trouveront avantageux pour eux de modifier leur système traditionnel de travail. Ils se seront d'abord associés pour créer une agence communale chargée de la vente ou de l'échange de leurs produits ; puis cette première association les conduira à tenter d'autres pas dans cette même voie. Ils feront en commun l'acquisition de diverses machines destinées à faciliter leur travail ; ils se prêteront une aide réciproque pour l'exécution de certaines corvées qui se font mieux quand elles sont enlevées rapidement par un grand nombre de bras ; et ils finiront sans doute par imiter leurs frères, les travailleurs de l'industrie et ceux des grandes cultures, en se décidant à mettre leurs terres en commun et à former une association agricole. Mais s'ils s'attardent quelques années dans l'ancienne routine, si même l'espace d'une génération entière devait s'écouler, dans certaines communes, avant que les paysans y prissent le parti d'adopter la forme de la propriété collective, il n'y aurait pas à ce retard d'inconvénient grave ; le prolétariat des campagnes n'aurait-il pas disparu, et au sein même de ces communes restées en arrière, y aurait-il autre chose qu'une population de travailleurs libres, vivant dans l'abondance et dans la paix ?

Par contre, là où de grands domaines, de vastes cultures occupent un nombre considérable de travailleurs, dont les efforts réunis et combinés sont nécessaires à la mise en œuvre du sol, la propriété collective s'impose d'elle-même. On verra le territoire de toute une commune, quelquefois même celui de plusieurs communes réunies, ne former qu'une seule exploitation agricole, où seront appliqués les procédés de la grande culture. Dans ces vastes communautés de travailleurs des champs, on ne s'efforcera pas, comme le fait aujourd'hui le petit paysan sur son lopin de terre, d'obtenir du même terrain une foule de produits différents : on ne verra pas, côte à côte dans un enclos d'un hectare de superficie, un petit carré de blé, un petit carré de pommes de terre, un autre de vigne, un autre de fourrages, un autre d'arbres fruitiers, etc. Chaque sol est, par sa configuration extérieure, par son exposition, et par sa composition chimique, approprié plus spécialement à une espèce de produits : on ne sèmera donc pas du blé sur le terrain propre à la vigne, on ne cherchera pas à obtenir des pommes de terre sur un sol qui serait mieux utilisé comme pâturage. La communauté agricole, si elle ne dispose que d'une seule nature de terrain, ne se livrera qu'à la culture d'une seule espèce de produits, sachant que la culture en grand donne, avec moins de travail, des résultats beaucoup plus considérables, et préférant se procurer par l'échange les produits qui lui manquent, plutôt que de ne les obtenir

L'œuvre constructive de la Révolution espagnole : Les collectivisations

qu'en petite quantité et en mauvaise qualité sur un terrain qui ne leur serait pas propice.

Il est inutile d'insister sur les avantages de la grande culture et d'en exposer en détail les procédés. Nous nous bornerons à donner une idée de ce que sera l'agriculture de l'avenir, en citant ici une page remarquable d'un rapport présenté dans un des Congrès de l'Internationale :

« Voyez-vous, sous ce sol fraîchement défriché, ébranlé, nivelé, ces milliers de canaux, véritable système circulatoire d'un nouvel et grand organisme ? De ces canaux souterrains, les uns transportent au loin dans les campagnes le liquide nourricier de la terre, fourni par les égouts des villes, et restituant intégralement au sol ce que les populations urbaines ont reçu du sol ; les autres éloignent des champs la trop grande abondance d'eau. Voyez-vous cette traînée de wagons chargés de chaux ou d'autres sels nécessaires au sol, conformément à la grande loi de la restitution ? La vapeur les entraîne au loin dans les champs pour répandre ces sels précieux dans les terrains où ils font défaut. Voyez-vous cette chaîne de socs parallèles qu'une gigantesque machine à vapeur promène à travers des campagnes immenses ? Le même mécanisme emporte en même temps et les hommes, et les instruments aratoires, et les semences ; et plus tard quand la moisson sera mûre, il repassera pour la faucher, la recueillir et la transporter dans la grange où d'autres machines, mues

également par la vapeur, remplacent l'antique fléau et le van à jamais oubliés. Et tout cela se fait avec ensemble, avec ordre, au moment précis indiqué par les observatoires météorologiques. Dans une agriculture pareille, que devient non seulement le petit paysan qui cultive à la bêche, mais même le laboureur avec sa charrue traditionnelle, avec tout le vieil outillage et les vieux procédés en usage déjà dans l'antiquité gréco-romaine et même dans l'Egypte des Pharaons ? Ils sont allés rejoindre le roulier remplacé par le chemin de fer, le courrier supprimé par l'électricité, le bûcheron peu à peu disparu devant le charbonnage, le lampiste refoulé par l'usine à gaz, le porteur d'eau aboli par ces systèmes de puits artésiens, d'aqueducs, de tuyaux et de robinets, qui se chargent aujourd'hui déjà de distribuer l'eau aux habitants des grandes cités ».

L'organisation intérieure d'une communauté agricole ne sera nécessairement pas partout la même : une assez grande variété pourra se produire suivant les préférences des travailleurs associés ; ils n'auront, pourvu qu'ils se conforment aux principes d'égalité et de justice, à consulter sur ce point que leurs convenances et leur utilité. Nous nous bornerons à donner quelques indications très sommaires.

La gérance de la communauté, élue par tous les associés, pourra être confiée soit à un seul individu, soit à une commission de plusieurs membres ; ils sera même possible de séparer les diverses fonctions administratives, et de remettre chacune d'elles à une commission spéciale. La durée de la journée de travail sera fixée non par une loi générale appliquée à tout le pays, mais par une décision de la communauté elle-même ; seulement, comme la communauté sera en relations avec tous les travailleurs agricoles de la région, il faut admettre comme probable qu'une entente se sera effectuée entre tous les travailleurs pour l'adoption d'une base uniforme sur ce point. Les produits du travail appartiennent à la communauté et chaque associé reçoit d'elle, soit en nature (subsistances, vêtements, etc.), soit en monnaie d'échange, la rémunération du travail accompli par lui. Dans quelques associations, cette rémunération sera proportionnelle à la durée du travail ; dans d'autres, elle sera en raison à la fois de la durée du travail et de la nature des fonctions remplies ; d'autres systèmes encore pourront être essayés et pratiqués.

Cette question de la répartition devient tout à fait secondaire, dès que celle de la propriété a été résolue et qu'il n'existe plus de capitalistes opérant un prélèvement sur le travail des masses. Toutefois nous pensons que le principe dont il faut chercher à se rapprocher autant que possible est celui-ci : **de chacun suivant ses forces, à chacun suivant ses besoins.** Une fois que grâce aux procédés mécaniques et aux progrès de la science industrielle et agricole, la production se sera accrue de telle sorte qu'elle dépassera de beaucoup les besoins de la société — et ce résultat sera obtenu dans un espace de quelques années après la Révolution — une fois qu'on en sera là, disons-nous, on ne mesurera plus d'une main scrupuleuse la part qui revient à chaque travailleur : chacun pourra puiser dans l'abondante réserve sociale, selon toute l'étendue de ses besoins, sans craindre de jamais l'épuiser ; et le sentiment moral qui sera développé chez des travailleurs libres et égaux, préviendra l'abus et le gaspillage. En attendant, c'est à chaque communauté à déterminer elle-même, pendant la période de transition, la méthode qu'elle croit la plus convenable pour répartir le produit du travail entre ses associés...

LE CHOMAGE DES JEUNES EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

En régime capitaliste, la production ne se règle pas d'après les besoins de la population laborieuse, mais d'après les chances de bénéfice des capitalistes : si elles sont faibles ou nulles, ils ne font produire que peu ou pas du tout, ils font travailler leurs usines à temps réduit ou ils ferment et licencient les ouvriers. Tant que le capitaliste peut tirer un bénéfice du travail de ses salariés, il les fait travailler pour lui, sinon il les jette brutalement à la rue. Ainsi le chômage et en particulier le chômage des jeunes est un phénomène typiquement capitaliste qui ne peut être supprimé par aucune réforme du système.

Sur le million de chômeurs que compte actuellement la République fédérale allemande, 100.000 ont moins de vingt ans et 150.000 entre vingt et vingt-cinq ans. Parmi ce quart de million de chômeurs, bien peu peuvent espérer trouver dans un avenir rapproché un emploi ou une place d'apprenti.

En licenciant en premier lieu les jeunes ouvriers, les capitalistes tentent de semer la division entre les travailleurs jeunes et ceux plus âgés et de les opposer les uns aux autres : ils frappent ainsi la fraction de la classe ouvrière qui a le moins d'expérience de la lutte et dont ils attendent le minimum de résistance.

La plus grande partie des jeunes chômeurs est formée par ceux qui ne peuvent entrer en apprentissage, car, en ces temps de maigres bénéfices, les capitalistes ne vont pas s'encombrer d'apprentis, alors que l'Office du travail peut lui fournir à chaque instant des ouvriers qualifiés.

La cause essentielle du chômage des jeunes réside dans l'évolution de l'économie capitaliste qui, en raison de la mécanisation de la production (travail à la chaîne), a besoin d'un nombre toujours croissant d'ouvriers non qualifiés, tandis que l'automation de la production exige toujours moins de spécialistes hautement qualifiés.

Comme le travail à la chaîne ou aux pièces est interdit aux jeunes ouvriers, l'artisanat — contrairement à la grande industrie — peut employer ses apprentis d'une façon beaucoup plus profitable : après un court apprentissage on les emploie comme ouvriers parfaitement exercés, mais on les rétribue seulement au salaire d'apprentis. C'est ainsi que l'artisanat « forme » la plupart de ses apprentis. Cependant, ces derniers temps, beaucoup de petites entreprises n'ont pu rivaliser avec les méthodes de production plus modernes et moins coûteuses de la grande industrie et ont fait faillite, ce qui a entraîné la perte inquiétante de nombreuses places d'apprentis. De plus, beaucoup d'entreprises ne veulent plus, en matière de formation, satisfaire aux exigences aggravées par la loi de 1969, se refusant à accepter des pertes de bénéfices. C'est ainsi que l'avenir immédiat n'apportera aucun changement au chômage des jeunes et au boycottage de leur formation.

L'Etat, les capitalistes et les syndicats essaient maintenant de combattre le chômage de la jeunesse par la création de « cours de préparation professionnelle ». Les cours durant vingt-six semaines avec quatre journées de travail hebdomadaires et une journée d'enseignement professionnel. Ils sont ouverts à tous les jeunes de moins de dix-huit ans qui n'ont aucune formation ou aucun diplôme de fin d'études. La formation qu'ils reçoivent correspond à peu près à un semestre d'apprentissage, mais ils n'ont aucun contrat, seulement un certificat destiné aux allocations pour charges de famille et l'attestation — sans valeur — qu'ils ont suivi ces cours. Leur salaire, celui des professeurs, les locaux sont à la charge de l'Office du travail ; les patrons touchent encore une indemnité compensatrice, de sorte que les élèves de ces cours rapportent plus à l'entreprise que des apprentis normaux. Par la suite aucun d'eux n'est embauché par l'entreprise.

Tout ce système n'est rien d'autre qu'une « thérapeutique de l'emploi », fort avantageuse pour les patrons, tandis que les jeunes ne touchent pas davantage que s'ils étaient apprentis. Voici une autre mesure destinée à améliorer les statistiques du chômage : on va chercher les jeunes dans la rue, on étend sur six mois l'enseignement professionnel qui devait être donné une fois par semaine et ainsi les jeunes — sans occuper des places d'apprentis — sont alors considérés comme élèves... et le nombre des chômeurs a diminué !

Les syndicats et quelques groupes politiques proposent comme panacée des « ateliers d'Etat » échappant à l'emprise directe des capitalistes et qui garantiraient à chacun une formation et une qualification sous le contrôle des ouvriers et de leurs organisations. Mais tant qu'on n'aura pas établi avec précision le contenu de cette formation, ce n'est là qu'une solution purement formelle. On se contente de mettre la pratique à la remorque de la théorie et à ne l'appliquer qu'à des modèles étrangers à la réalité. Mais on ne peut donner une formation vraiment qualifiée qu'en combinant divers modes de formation et les tours de main de la pratique appris théoriquement doivent être soumis à l'épreuve d'un travail véritable.

La nouvelle loi de formation professionnelle, en vigueur depuis août 1969, qui institue des « degrés de formation », est une mesure officielle destinée à mettre le système en harmonie avec les intérêts directs des capitalistes. A un enseignement étudié sur trois ans, tel qu'il était pratiqué, on substitue une formation de base d'un an avec un examen terminal auquel échouent 25 % des apprentis. 45 % s'en vont après la seconde année. 30 % seulement reçoivent l'enseignement de troisième année. C'est ainsi qu'on tient compte de la mécanisation et de l'automation de la production...

C'est l'armée qui bénéficie surtout du chômage des jeunes et de l'insécurité permanente qui en résulte. Elle recrute des jeunes ouviers et des bacheliers en leur garantissant une formation professionnelle ou la poursuite de leurs études. De nombreux jeunes, confiants dans ces promesses, espèrent ainsi rentrer dans la vie civile avec une profession. Mais pour cela ils doivent s'engager pour quatre ans, six ans ou davantage. L'armée utilise cet afflux de jeunes pour les soumettre à une discipline renforcée et à un dressage idéologique, car ce sont les commandants de compagnie qui décident de la participation aux rares cours organisés. En outre les jeunes soldats doivent s'attendre à être engagés dans les luttes ouvrières contre leurs camarades : l'armée a déjà été employée à plusieurs reprises contre les grèves et les occupations d'usines.

La principale revendication de la centrale syndicale D.G.B. pour lutter contre le chômage des jeunes consiste dans l'institution d'une d i x i è m e année d'enseignement obligatoire et d'une année d'instruction générale qui, étant portée au compte du temps d'apprentissage, n'augmenterait pas la durée de la période de formation. Mais quand on songe à la situation catastrophique de l'enseignement dans les écoles professionnelles (manque de maîtres, manque de salles, classes surchargées, matériel d'enseignement — livres, outils — insuffisant ou en mauvais état), cette dixième année obligatoire ne serait que la prolongation d'une brimade stupide à l'égard des élèves. Elle aurait un sens et deviendrait autre chose qu'une simple « thérapeutique de l'emploi », si cet enseignement s'améliorait de façon décisive au point que chaque maître pourrait s'occuper des problèmes de chaque élève en particulier, et si les programmes étaient bien plus en harmonie avec la vie présente et future des élèves et avec leurs besoins.

L'action de la D.G.B. contre le chômage de la jeunesse est absolument impuissante et ne témoigne d'aucun intérêt sérieux pour résoudre ce problème dans un sens favorable à la classe ouvrière et particulièrement aux jeunes. Les bonzes de la D.G.B. négocient avec leurs camarades de parti siégeant au gouvernement et les assurent de leur plein appui pour faire stopper la loi de formation professionnelle. Ainsi la D.G.B. entretient l'illusion que le gouvernement est aux côtés des travailleurs, tandis que les subventions et investissements accordés par l'Etat aux capitalistes, à titre d'aide dans la situation économique actuelle, prouvent justement le contraire !

Les syndicats font ainsi cause commune avec les capitalistes comme avec l'Etat et s'efforcent d'étouffer toute velléité de contestation. Grâce à la concertation et au dirigisme en matière de salaires, ils subordonnent les revendications ouvrières aux intérêts patronaux. En définitive, il s'agit pour les bonzes de la D.G.B. de sauvegarder les sièges qu'ils occupent dans les Conseils de surveillance des entreprises.

C'est ainsi que nous n'avons plus aujourd'hui des syndicats combatifs reposant sur l'organisation des travailleurs par eux-mêmes et sur leur solidarité, mais des collaborateurs du capital ne faisant preuve d'aucune énergie pour faire progresser les jeunes travailleurs et leurs aînés dans la lutte commune qu'ils mènent contre le système et pour l'avènement d'un ordre social qui assurerait avant tout les besoins de la classe ouvrière.

P. P. (Mülheim-Ruhr).

(Traduit de l'allemand).

ESPAGNE : LA C.N.T. A LA CLASSE TRAVAILLEUSE

(Réunion plénière de janvier 76)

Après la mort de Franco, le capitalisme espagnol est entré dans une phase de contradictions aiguës. D'une part, la bourgeoisie immobile (propriétaires terriens, monopolistes, aristocrates et les purs du régime) ne voit pas la nécessité d'une évolution. D'autre part, ce que l'on pourrait appeler « la bourgeoisie progressiste » (foncièrement liée au capitalisme international) a compris que pour survivre en tant que classe et pour n'être pas délogée du pouvoir bientôt, il faut envisager des réformes dans le but de parvenir à l'implantation d'une « démocratie bourgeoise » semblable à celles des autres pays occidentaux.

Nous pensons qu'avec ce changement, ils cherchent seulement à exploiter la classe laborieuse d'une façon plus dissimulée, pour que celle-ci continue à patauger dans la misère humaine, économique et culturelle.

Devant cette fausse démocratie, la C. N. T. en tant que base ouvrière, convaincue que le syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme est le seul moyen pour arriver à la suppression des classes et à la destruction du système capitaliste manifeste publiquement les résolutions suivantes :

— Que seule l'implantation du communisme libertaire viendra à bout de la société de classe et du système d'exploitation et d'oppression qui en résulte.

— Que l'action directe et l'antiparlementarisme sont l'unique moyen de lutte de la classe travailleuse pour obtenir son émancipation.

— Qu'une articulation à travers les Fédérations des syndicats par métiers est la garantie d'une future démocratie ouvrière et de la gestion de la société à travers la collectivité réunie en Assemblée libre et ouverte.

La Confédération Nationale du Travail considère que la pression révolutionnaire des conquêtes revendicatives de la classe ouvrière en révolte contre le système d'exploitation et d'oppression, doit se manifester en permanence avec une dynamique de lutte croissante, chaque fois plus radicale, au seul profit de la classe ouvrière.

Luttes étudiantes... A côté de la plaque

LE MECONTENTEMENT ETUDIANT

Un vaste mouvement d'inquiétude et de protestation traverse depuis quelques années le milieu étudiant. Ces derniers mois, le refus des projets de réforme de l'enseignement supérieur Saunier-Soisson a rassemblé une majorité d'étudiants, et leur mécontentement est profond.

A Paris, boulevard Saint-Germain, 8.000 étudiants et gauchistes se heurtent durant deux heures à la police

Qu'est-ce donc qui agite tant les étudiants ? Les réformes prévoient la remise en cause de la valeur des diplômes : abaisser à trois ans d'études la licence ; créer des filières avec des facs d'élite et des facs poubelles dévalorisées, où ira le trop-plein étudiant ; adapter la structure de l'enseignement aux besoins de l'économie...

L'accès aux professions que les étudiants envisageaient leur est contesté, et on veut les diriger plus tôt vers la vie active en les privant des débouchés les plus nobles réservés à l'élite... de l'élite ! Leurs illusions et leurs espoirs de s'élever dans la hiérarchie sociale s'écroulent.

En réalité, la sélection, les facs d'élite et les grandes écoles, les débouchés minables pour les autres, ce n'est pas nouveau. La réforme Saunier-Soisson ne fait qu'aggraver l'état de choses actuel et ne conduit qu'au renforcement du contrôle du patronat et de l'Etat sur le recrutement de leurs cadres.

ETUDIANTS : L'AMBIGUITE

Les étudiants ne veulent pas de ségrégation entre eux. Leur protestation est dirigée contre les barrages qu'on met entre eux et les privilèges ; ils veulent, dans leur majorité, acquérir un statut social élevé et avoir accès à la caste des dirigeants et privilégiés. D'ailleurs le corporatisme syndical des organisations étudiantes, et même de certains gauchistes qui animent le mouvement, renforce l'ambiguïté de la lutte en la cantonnant dans des problèmes strictement étudiants. Ils réclament des crédits, l'accès de tous les étudiants à des diplômes valables et des postes correspondants et entretiennent cette course aux privilèges de l'étudiant moyen.

En refusant d'aborder les graves problèmes des lycées et collèges, et du rôle de l'école en général, les étudiants et leurs appareils bureaucratiques défendent délibérément et uniquement leurs propres intérêts. Ils ignorent la sélection qui a déjà sévi avant l'université ; et pour cause : ils en sont les privilégiés !

Ce corporatisme étudiant a pour résultat qu'il y a trois grands « oublis » dans leur procès de l'enseignement :

— La sélection sociale.

Il est curieux de constater que des étudiants de « gôche », voire d' « extrême gôche », n'en parlent pas. Il faut dire qu'à l'entrée de l'université il n'y a déjà plus que 10 % de fils d'ouvriers. Tout se passe avant, et donc « ne mobilise pas les étudiants » en bonne logique politicienne et corporative. La sélection sociale est dénoncée en théorie et cela donne bonne conscience ; dans la lutte, ce n'est pas un objectif !

— La formation des lycéens, collégiens, techniciens et travailleurs.

En fait, c'est depuis la maternelle et l'école primaire que joue la ségrégation. Il n'y a pas qu'à l'université que la formation est déformée pour répondre aux besoins de l'économie.

Les lycées, d'une part, préparent à l'université ceux qui seront reçus au bac. Les C.E.S. (enseignements techniques et professionnels) d'autre part (C.E.T., B.E.P., C.A.P., etc.), servent à préparer, bien avant l'université ou le bac, les futurs ouvriers et employés exploités. Là, la règle est de former de bas exécutants, si possible soumis et résignés dans leur rôle, et qui reçoivent la formation générale la plus faible possible. Ils seront d'autant plus aisément manipulés ensuite par les moyens d'information, la presse pourrie, et l'intox en général.

Même les I.U.T., qui forment pourtant des techniciens supérieurs, ne donnent pas accès ensuite à l'Université. Toujours le même souci de séparer les exécutants et les dirigeants, de priver les travailleurs manuels de formation générale. Eux non plus n'intéressent pas les étudiants et ils sont contraints de se défendre seuls.

Oubliés aussi les travailleurs, dont les possibilités de promotion intellectuelle et d'instruction sont quasi nulles. Pas question pour les étudiants de leur donner le temps et les moyens d'aller massivement à l'université. La « fraternité » reste affirmée symboliquement, mais sans réalité.

— Le contenu de l'enseignement.

Les étudiants ne remettent pas en cause le contenu idéologique de l'enseignement. Ni pour eux, car ce qu'ils veulent c'est avant tout des diplômes valables et un statut social correspondant. Ni pour les autres catégories, dont la formation tronquée ne les intéresse pas.

LE ROLE SELECTIF DE L'ECOLE

Les étudiants ne remettent pas en cause l'enseignement comme moule de la hiérarchie sociale et reproduction des structures d'exploitation dans la formation des travailleurs, parce qu'ils en sont les bénéficiaires. Ils ne demandent, pour les étudiants, que la libre concurrence pour l'accès à un statut privilégié.

A ce niveau simplement étudiant, il est possible d'utiliser la mobilisation pour exiger la suppression des facs d'élite et des filières privilégiées, car les autres ont très peur d'être pré-sélectionnés et envoyés à la vie active sans aucune chance d'avoir accès aux emplois importants. Mais ceci porte en germes une critique plus profonde de la sélection, par des filières d'enseignement différentes, de l'élite et des défavorisés, qui se retourne en fait contre les étudiants. Toujours au niveau étudiant, la contradiction entre la pratique et l'idéologie des organisations peut être exploitée pour les forcer à dénoncer la sélection sociale et mettre en évidence leur jeu réel.

Par contre, pour une critique véritable de la sélection, il est fondamental de sortir du milieu étudiant. C'est aux élèves des lycées et des enseignements techniques et professionnels qu'il appartient de protester contre les lois Haby, Royer, etc. Ils doivent imposer leur révolte car ils portent la responsabilité de la sélection. De même, les étudiants et enseignants qui rejettent le corporatisme étudiant doivent prendre clairement position contre les prolétaires de l'enseignement et lier leur lutte en permanence. Enfin les travailleurs, qui sont le résultat vivant de la sélection, doivent rappeler aux étudiants qu'ils n'ont à devenir ni des cadres bourgeois, ni des cadres de la nation. Il faut que les travailleurs forcent les portes de l'enseignement et fassent éclater le carcan de leurs occupations professionnelles.

Cette coordination des luttes de tous, des étudiants conscients, des enseignants, des lycéens, collégiens, techniciens et des travailleurs, mettrait en accusation l'enseignement comme procédure de sélection, que celle-ci soit sociale ou même parfaitement démocratique. C'est seulement à ce prix qu'on peut entamer la hiérarchie sociale actuelle.

L'objectif est la lutte contre l'enseignement, moule d'une hiérarchie sociale. Cette lutte met en avant la suppression des privilèges des couches supérieures (rémunérations, hiérarchie, supériorité sur les travailleurs...), et le droit à un enseignement intégral et complet pour les travailleurs. Elle annonce la réduction des inégalités de statut social, de la différence entre le travail manuel et le travail intellectuel, et des rapports — d'autorité — de dirigeants à travailleurs dirigés. La lutte contre l'enseignement, en tant que celui-ci fabrique les inégalités, la hiérarchie et la soumission idéologique, fait progresser l'idée d'une société libertaire, celle de demain, et d'un changement révolutionnaire des rapports sociaux.

Jean-Marc DELEBARRE
(Groupe de Lille)

La récupération des drogués

par Mathilde NIEL

LES jeunes qui se droguent devraient se méfier de ceux qui, dans leurs ouvrages, semblent les comprendre et les défendre. Ce sont souvent de faux amis dont les intentions sont loin d'être pures ! En ce moment, en effet, les croyants, les mystiques, les autoritaires, les réactionnaires de tout bord se gardent d'accabler « les pauvres-jeunes-qui-se-droguent » ; mais sous le couvert de cette apparente compréhension, on les amène adroitement à adopter des solutions qui ne sont autre chose qu'un retour à l'ordre répressif ancien.

C'est ce que fait Jean-Michel Oughourlian dans son dernier ouvrage : *La personne du toxicomane* (1). Après une étude scientifique sérieuse des diverses drogues et de leurs effets — étude suivie d'une analyse très intéressante de ce que refusent les drogués et de leurs besoins, l'auteur propose comme remède aux problèmes psychologiques et sociaux posés par l'augmentation inquiétante du nombre des drogués, le retour à la religion et à l'autoritarisme d'autrefois. Qu'on en juge !

« *L'Occident,* écrit J.-M. Oughourlian à la fin de son livre, *attend aujourd'hui l'homme politique qui, en sachant découvrir ou redécouvrir des mythes et des rites, en restaurant le religieux, sauverait notre civilisation de la crise sacrificielle où elle est plongée et ferait figure de prophète. S'il tardait à apparaître, nous serions dans le plus grand péril.* »

⁂

MAIS quels sont donc les besoins qui poussent certains jeunes à consommer des drogues douces ou dures et à risquer parfois leur vie ?

Tout d'abord, un besoin intense de vie collective et de communication. Ayant rejeté une société monstrueusement technicisée et urbanisée, fondée sur l'arrivisme, le fric, le travail robotisé et la consommation, les jeunes se sentent seuls, coupés du monde des adultes, ils aspirent à une vie communautaire où l'on partagerait biens et sentiments. Ce qui distingue le jeune drogué moderne du drogué d'autrefois, c'est qu'il n'est plus un solitaire honteux de son vice ; c'est désormais en groupe et sans éprouver de culpabilité qu'on fume du hasch ou qu'on accomplit son « voyage » ; et c'est en groupe de *jeunes*. Ainsi, on se sent appartenir à la même classe d'âge ; on communie dans le même refus des valeurs adultes, et, à l'intérieur de cette classe d'âge, on communie avec ceux qui ont choisi la même voie.

Car c'est avant tout un besoin intense *d'union* que recherchent ceux qui se droguent. Sous l'effet du hasch ou du L. S. D., on éprouve l'impression exaltante que les barrières qui vous séparent des autres n'existent plus, qu'on se comprend mieux soi-même, qu'on comprend mieux les autres, qu'on communique aisément, alors que c'est presque impossible dans la vie quotidienne. On croit dépasser ses limitations, ses conditionnements, ses blocages ; on se délivre momentanément de ses angoisses et l'on découvre l'euphorie que procure le sentiment d'avoir résolu ses contradictions et d'être profondément uni aux autres et aux forces cosmiques de vie.

Ainsi, dans une société où l'énergie de vie de chacun est bloquée, la drogue donne l'impression que cette énergie est libérée ; les drogués (quand le « voyage » est bon — et ce n'est pas toujours le cas !) croient découvrir un sens à leur vie, éprouver des expériences nouvelles qui valent la peine de prendre certains risques. Puisqu'on empêche les jeunes de créer, d'aimer, d'avoir de l'initiative, de vivre l'aventure passionnante que devrait être la vie, eh bien, ils vivront l'aventure et l'amour universel en imagination ; ils oublieront la laideur et la monotonie de leur cadre de vie ; pendant la période euphorique, ils verront le monde d'un regard neuf ; ils éprouveront des impressions intenses de beauté, d'harmonie; ils deviendront quelques instants les artistes et les créateurs qu'on les empêche d'être.

Mais surtout, ils auront l'impression d'être heureux, de vivre le bonheur dans le présent (« Paradise now », comme disaient les premiers hippies), de connaître des moments d'extase.

C'est ainsi que les jeunes drogués expriment à leur façon leurs *refus* : refus des valeurs de la société de production-consommation, refus du travail aliénant, refus de la propriété, de la hiérarchie et des inégalités (dans les communautés de drogués, on partage tout), refus de la violence et des guerres (la drogue permet d'échapper à la violence quitte à la retourner contre soi), refus du passé et de l'histoire, refus de la répression sexuelle, refus de la solitude affective à laquelle nous sommes condamnés.

Leur maître-mot, c'est l'amour !

MAIS il faut se demander si ces refus sont à eux seuls vraiment révolutionnaires et si les effets de la drogue ne comportent pas de nouvelles aliénations.

Car cette quête de l'Absolu et de l'Infini, cette recherche d'extase mystique et de perte de son identité, ce refus de la raison et de l'esprit critique, n'est-ce pas ce que recherchaient les anciennes religions ? Ne retrouve-t-on pas dans les communautés de drogués ce qu'on trouve dans toutes les religions : les rites initiatiques, le grand prêtre ou le gourou (qui guide le « voyage »), la liturgie (la musique pop), la communion des initiés, etc. ? Il est surprenant, en effet, de constater les étroites similitudes entre les récits d'expériences mystiques religieuses et les récits d'expériences psychédéliques. Du point de vue psychologique, ne se trouve-t-on pas devant une sorte de régression, un refus de devenir autonome et responsable ? Ce texte d'un hippy parlant du Trip Festival de San Francisco laisse peu de doutes à ce sujet. « C'était un véritable rite spirituel : nous étions tous UN... On s'aimait... C'était la joie pure, la communion... On retourne dans le ventre de sa mère, dans le ventre de Dieu » (p. 265).

Mais est-ce en retrouvant la dépendance infantile vis-à-vis de sa mère, est-ce en perdant son individualité et en refusant de devenir autonome, est-ce par la passivité qu'on se libérera de l'aliénation et qu'on changera la société ?

Quant aux problèmes de base et qui viennent en grande partie de l'éducation et du mode de vie moderne, ils seront peut-être oubliés quelques heures, mais ils resteront tout aussi lancinants et irrésolus.

C'est alors que surgiront les guides, les gourous, les prophètes qui sauront tirer parti de l'anxiété des jeunes et de leur soif d'Absolu pour leur offrir les solutions miracles qui restaureront l'ordre ancien. C'est d'ailleurs ce que préconise J.-M. Oughourlian : il faut, pense-t-il, redonner aux jeunes une religion, des rites, des mythes, une liturgie, le sens du Sacré, des interdits. La fuite des jeunes dans la drogue provient de la « carence du système d'autorité ». Autrefois la guerre, avec ses sacrifices sanglants permettait la décharge de l'agressivité, cimentait les cœurs contre l'ennemi ; les longues journées de travail, l'ordre social rigide et hiérarchisé, les codes moraux épargnaient aux gens les angoisses et le sentiment du vide. Il faut donc en finir avec la nouvelle idéologie égalitaire et retrouver les inégalités pour que chacun ait une place bien définie dans la société.

Pourquoi donc chercher à combattre les injustices, la violence et les guerres ? Pourquoi chercher à être plus heureux et mieux communiquer ? Remettons plutôt notre destin à un Sauveur et il n'y aura plus de crise de la jeunesse ; il n'y aura plus de drogués.

On voit qu'à partir d'une analyse relativement correcte des problèmes des toxicomanes, l'auteur cherche à exploiter le désarroi des jeunes pour les prendre au filet de la réaction.

Or nous savons bien que ce désarroi de la jeunesse, avec les tentations de reflux vers une forme dangereuse de passivité et de mysticisme, n'existerait pas si les dirigeants et possédants admettaient la nécessité d'abdiquer leur pouvoir et leurs privilèges pour construire avec tous une société qui réponde aux besoins de paix, de création, d'amour, d'égalité, de bonheur des jeunes ; ceux-ci ont bien raison de refuser le monde dément et sans signification qui leur est offert.

Toutefois, refuser notre société ne suffit pas, il faut la transformer. Il ne s'agit donc pas de fuir les problèmes sociaux et ses problèmes personnels dans de nouveaux rêves, de nouvelles illusions, de nouvelles aliénations, sœurs jumelles des anciennes qu'on refuse. Nous avons la rude tâche de nous défaire de nos anciens conditionnements, nous avons à créer de nouvelles mentalités, de nouvelles structures sociales ; il faut pour cela des hommes actifs, créatifs, autonomes, réalistes, lucides ; il nous faut des gens prêts à cette libération et à cette action ; il nous faut donc la jeunesse.

Plus la jeunesse contestataire s'isole, se drogue et se détruit, moins elle est dangereuse pour l'ordre ancien et plus elle est récupérable par les partis, les religions, les divers totalitarismes. Certes, il est nécessaire de comprendre sans les juger les jeunes qui se droguent, il est nécessaire de partager leurs refus, leur dégoût et leurs aspirations vers une société égalitaire et non violente ; mais les adultes compromettraient la venue de cette société si, par démagogie, ils encourageaient l'abdication. La jeunesse du refus, la jeunesse qui se drogue, c'est aussi notre grande espérance ; c'est pourquoi il faut l'aider à sortir du désespoir et des illusions en lui offrant des groupes et des structures communautaires où elle puisse connaître l'amitié tout en créant et en agissant.

---

(1) Editions Privat.

Arts, Spectacles...

THÉATRE

La passion du général Franco

d'Armand GATTI

Armand Gatti et sa tribu ont, depuis quelque temps, délibérément tourné le dos aux théâtres classiques, maisons de la culture ou centres dramatiques pour réaliser un certain nombre de spectacles originaux. On les a vu notamment travailler avec les ouvriers de Montbéliard, avec les paysans du Brabant, etc. A partir du 29 mars, c'est cette fois à l'intérieur des entrepôts Calberson qu'ils joueront « La passion du général Franco ».

« La révolution assassinée, la guerre civile gagnée, le franquisme appuie sa domination en frappant au cœur tout un peuple : prisons, camps, tortures, pressions morales, innombrables exils aux quatre coins du monde. Ce sont ces exils qui couronnent le long règne du Caudillo et de ses « années de paix » qu'il s'est flatté d'avoir apportées à son pays. Ce sont également ces exils devenus TRAJETS qui structurent la pièce : émigrés de l'intérieur ou de l'extérieur, victimes de l'oppression, Christs de toutes obédiences, animaux politico-préhistoriques ressemblant comme des frères aux partis divisés de la gauche espagnole, syndicats verticaux, tour de Babel de Carrero Blanco, Dona Carmen, épouse de Franco obsédée de bijoux, surgissent tout au long de ces TRAJETS qui évoquent en même temps les conditions dans lesquelles se développe la résistance à laquelle même les saints participent : Saint François d'Assise est devenu il y a quelques semaines le symbole de la protestation ouvrière quand sur le parvis de son église sont tombés cinq jeunes ouvriers sous les balles de la police de Juan Carlos ».

Voilà résumée par eux l'action de cette pièce dont il faut rappeler les diverses interdictions dans quatre pays différents et plus particulièrement en France, durant la période fin 1968 - début 1969, période pendant laquelle sévissait encore à la culture André Malraux, pourtant « héros » de la guerre d'Espagne !

Signalons d'autre part que la Fédération Anarchiste sera présente lors des représentations, un stand de livres sera en effet tenu sur les lieux par des militants.

FLOREAL.

A partir du 29 mars, aux entrepôts Calberson-Ney, 3, boulevard Ney, 75018 Paris.

Pour tous renseignements : tél. 770.44.37.

CINÉMA

Un film à voir :

Vol au-dessus d'un nid de coucou

Un prisonnier, Jack Nicholson, veut purger sa peine non pas dans une cellule pénitentiaire mais dans un asile psychiatrique « pour se la couler douce ». Ce pourrait être une histoire banale mais, par le brio de Forman et l'exécution extraordinaire de Nicholson, c'est un film à ne pas manquer.

C'est la vie qui rentre dans cet hôpital et qui va en dérégler la machine. Les fous vont petit à petit casser la routine hospitalière. On va d'abord refuser « la remise en question de soi-même en groupe ». Puis ils vont à travers des parties de cartes, de pêche, de basket-ball sortir du giron de la machine. Mais Nicholson va se heurter à cette force et va s'y briser : ce sera la lutte entre la vie et la mort. Cette dernière anéantira Nicholson mais ne pourra détruire l'étincelle de liberté qu'il aura créée.

Histoire insignifiante, direz-vous, si ce n'est que Forman montre par ce film que des êtres soi-disant anormaux peuvent être responsables et s'organiser par eux-mêmes. De là à penser que cet hôpital représente la société actuelle, il n'y a qu'un pas à faire...

Tout un chacun pourrait dire que Forman n'emploie pour exprimer ce sentiment que des clichés. Il est certain que ce n'est pas un film de fine psychologie, où l'on se remet en question à travers d'interminables discussions. Il n'y a pas de discussion philosophique ou politique, on ne propose rien... si ce n'est beaucoup, de prendre sa vie en main. On ne cite ni Freud ni Marx, mais le spectateur vit et s'identifie à ce simulateur ou à ses copains les fous. Il ne peut que prendre position : il ne peut pas rester passif ou réceptif au film, il doit y participer.

C'est un film simple, vivant, qui par ce caractère intéresse un vaste public. On n'est pas forcément un initié des problèmes psychologiques pour comprendre et s'intéresser à ce type qui veut et va faire éclater cette société. Ce film parle de la vie de chacun de nous et en emploie les manières, les règles et le langage.

THYDE.

LA RÉVOLTE AUX TRIPES

Jacques-Emile DESCHAMPS

En achetant son 33 tours, vous ferez une découverte.

Tour à tour virulentes, puis tendres, ses chansons sont autant de cris. Ce n'est pas un marchand de « tubes », voué au « hit-parade », c'est un artiste, au sens le plus noble du terme, qui gueule et brandit le poing contre les dictatures, contre les guerres, contre l'exploitation qui asservit l'homme. Il dénonce l'injustice, et sa colère, c'est notre colère ; comme lui, nous déclarons la guerre à la guerre et au mensonge ; comme lui, nous refusons qu'un ouvrier soit assassiné par les flics du patronat, comme le fut Pierre Overney, ou qu'un chanteur soit torturé à mort par des généraux fascistes, comme le fut Victor Jara à Santiago-du-Chili.

Nous refusons ce monde où :

« On n'écoute plus les poèmes

» On n'écoute plus les « je t'aime ». On tue.

» Engagez-vous, rengagez-vous.

» C'est la foire aux tripes et au sang.

» Et en avant... Ici on tue »...

Non, il n'existe pas seulement les robots imbéciles de la « majorité silencieuse »... pas seulement les gardiens matraqueurs du « désordre établi » et leurs homologues les policiers « populaires ». Il y a aussi les AUTRES. Les rebelles. Les poètes annonciateurs d'un monde neuf.

D'un monde sans uniformes et sans marches guerrières. Il me semble que Deschamps appartient à cette catégorie, qu'il est lui aussi un insurgé, perpétuellement en révolte, amoureux du vent, du soleil et de l'amour véritable.

Ecoutez-le gueuler sa soif de liberté :

« J'écrirai des vers libres sur une autre planète

» Ici tout ce qui vit a besoin d'étiquette

» Les écoles ont des grilles, c'est là l'explication

» Et les lumières qui brillent sont toutes de néon

» L'esclave vit encore, on a changé son nom

» On rêve sur ressort de science égale canon

» Allons enfants-robots en rangs décervelés

» Pour la Patrie ! héros - Liberté barbelée ! »

Ecoutez-le aussi, quand il dit à la femme aimée :

« Quand je mourrai sans religion

» Loin des curés et des martyrs

» Tu seras mon absolution.

» Si ma main se lève un peu

» C'est ta main qu'elle cherchera »...

Ce disque magnifique, intitulé « Non-retour », mériterait une large diffusion. J.-E. Deschamps, un nom à ne plus oublier, car c'est un type qui « dérange », un « qui essaie humblement de prêter son regard ouvert à ceux que l'on fait courir en aveugles... »

Michèle LANZA

LE PRINCE DES CONTEURS

Tous les cinq ans, « l'Amitié par le livre » décerne le titre de « Prince des conteurs et de la nouvelle » et, à cette occasion, fait paraître un recueil composé des textes sélectionnés.

Entre eux, le public (je veux dire les lecteurs) est appelé à participer à l'élection de celui dont la principauté régnera durant un lustre.

Dans les œuvres des quatorze nouvellistes et conteurs ayant retenu l'attention du jury, nous y relevons celle du regretté Roger Peycherand, brusquement décédé, et dont l'observation aiguë des animaux se traduit en images fulgurantes.

Au nombre des autres auteurs, j'ai relevé les noms de Henri Heinemann (nous avons fait dans ce journal la critique de ses poèmes), Lydia Layne, Elie Maisonneuve, et Yvon Regin, tous trois déjà sélectionnés il y a cinq ans.

Le livre est complété par les noms de Bernard Aurore, Aimé Blanc, Henri Gossin, Claude Jan, Bernard Jourdan, Louis Reymond, Florence Ruffin, Georges de Sablet, Yvette Vatone.

Parmi les divers textes, j'ai retenu : « Adieu Chopin », de Henri Heinemann, psychologie d'un homme d'âge adulte, partagé entre l'habitude de l'existence et le désir, et que tenaille l'attirance pour une de ses jeunes élèves. Psychologie encore avec « La mort d'Alméria », de Lydia Layne qui soulève le problème de l'individu, et de ce que sa disparition laisse de disparition pour les survivants, « Prière », de Georges de Sablet, nouvelle à la limite du conte, et qui trouve pour en faire le récit un verbe à mi-chemin entre le rêve et la réalité.

Deux nouvelles de Roger Peycherand : « Dany le blaireau » et « Le moulin s'est tu », ressuscitent en flambées d'images la flore et la faune d'un environnement que l'homme oublie et où il s'oublie lui-même. Enfin, « Le viaduc », de Elie Maisonneuve nous entraîne dans un épisode du maquis, sujet cent fois traité, auquel la sincérité du style et l'authenticité des personnages nous permettent de croire.

Le « verdict » du public et du jury sera rendu sous peu.

M. L.

LA RUE N° 21 VIENT DE PARAITRE

REVUE DE PRESSE

ANARCHISME ET SOCIAL-DEMOCRATIE

Dans son numéro de février, « Solidarité Ouvrière » fait, à propos de Malatesta, une longue analyse du mouvement anar en général :

Le mouvement libertaire, dans son action, se caractérise par un perpétuel balancement entre deux tendances :

— la dilution des militants dans le mouvement de masse des travailleurs ;

— l'organisation séparée du mouvement de masse, sectaire et coupée de la réalité.

Entre les deux tendances se trouvent toutes les variétés, toutes les combinaisons possibles d'individualisme, d'amour-librisme, de végétarisme, de terrorisme, dont le seul point commun est l'idée que l'anarchisme est un « concept qui doit être pratiqué maintenant comme attitude de vie ». (« Freedom », 21 juin 1975, p. 2).

Nous mettons consciemment de côté des courants-là car, centrés sur le comportement individuel comme condition préalable à l'action, ils admettent une telle variété de comportements à acquérir qu'ils nient dans les faits toute action révolutionnaire collective et concertée contre le capital et contre l'Etat.

L'opposition entre les anarcho-syndicalistes et les partisans d'une organisation anarchiste spécifique, groupant ou non toutes les tendances, a certes toujours existé. Mais pourquoi séparer totalement ces deux formes d'action au point de les opposer ? Les militants de la F.A., organisation qui correspond à la deuxième tendance, ne sont-ils pas le plus souvent, et en même temps, des militants syndicaux ? Certains font même partie de l'équipe de Soli.

Pour nous, l'action spécifique et l'action de masse ne doivent pas être dissociées. Seule l'action de masse permettra d'aboutir à la révolution ; mais quelle révolution ? Si c'est précisément celle qui se refuse de se poser le problème du comportement de l'individu et de sa désaliénation (sexualité...), nous ne pensons pas qu'elle puisse être réellement anarchiste. Une société ne peut reposer sur des principes libertaires en matière d'économie et de rapports sociaux et conserver à la fois les rapports interindividuels qui sont déterminés par le capitalisme (refoulement, agressivité...).

Mais il n'est guère étonnant que Soli ne pose pas le problème de l'autorité, puisqu'il est déclaré plus loin :

C'est là une des contradictions du mouvement libertaire d'aujourd'hui. Le refus de toute forme d'avant-garde extérieure, politique ou idéologique, pousse certains vers l'anti-théoricisme, l'anti-intellectualisme primaire et vers l'action « en solo » dans les structures de masse du prolétariat.

Nos idées nous poussent effectivement à refuser de jouer le rôle d'avant-garde. Minorité agissante, oui ; avant-garde, non.

Et avant de qualifier de primaire l'anti-intellectualisme, Soli devrait s'assurer que le savoir dogmatique ne porte pas en lui-même le germe d'une nouvelle forme d'autorité, celle des savants ou des théoriciens, et que Bakounine dénonça il y a plus d'un siècle.

Dès lors, il est étrange que Soli reproche à l'organisation spécifique anarchiste de pousser bon nombre de militants à « mettre en cause l'efficacité des méthodes anarchistes d'organisation » et à « être tentés par les groupes marxistes, révolutionnaires ou non ».

En effet, le manque d'organisation peut dégoûter des militants et les rejeter vers le marxisme. Mais il y a une autre voie menant au même résultat : elle consiste, au lieu de virer brusquement, à intégrer lentement dans l'idéologie anarchiste les concepts de base qui font la force du marxisme : l'organisation qui nie l'individu, le rôle de l' « avant-garde organisée du prolétariat ».

Devant cette prise de position, il n'est pas étonnant que le long article sur l'armée paru dans le numéro de janvier se limite à examiner les différentes positions et magouilles des appareils syndicaux à plusieurs niveaux. Mais avant d'appeler à poursuivre la lutte dans les casernes, ne faudrait-il pas examiner ce qu'est l'armée exactement ?

Cela éviterait peut-être de conclure trop rapidement que « l'organisation des appelés, liée aux organisations ouvrières, est un moyen pour le prolétariat d'empêcher le contingent de servir de répression contre les travailleurs ». Le contingent constituant la moitié de l'armée française, allez-vous tenter d'implanter des syndicats parmi les engagés et les sous-offs ?

ESPAGNE : DES LEZARDES DANS LE MUR DU SILENCE

La revue de presse de janvier avait insisté sur la nécessité de briser le mur du silence dont la presse entoure les anarchistes, notamment sur le problème de l'Espagne.

Dans « Le Monde » du 6 mars 1976 nous relevons un paragraphe intitulé :

L'ACTION DES ANARCHISTES

« A Vitoria comme à Pampelune, où la classe ouvrière est de formation récente, les dirigeants des commissions ouvrières, solides, prudents, revendicatifs mais hostiles à toute aventure, découvrent un prolétariat disponible, agressif, impatient, réceptif aux slogans et aux appels d'organisations minoritaires, plus « révolutionnaires », moins soucieuses de temporiser ».

Apparemment les commissions ouvrières ne sont pas les seules à découvrir ce prolétariat révolutionnaire, puisque le même Marcel Niedergang écrivait le 18 novembre 1975, suite aux déclarations de Malraux (voir « R.P. » de janvier) : « C'était en grande partie vrai en 1936. Mais Durruti est mort, il y a bien longtemps, pendant la guerre civile, et la F.A.I. n'existe plus que dans le souvenir de quelques vétérans. L'Espagne et les Espagnols de 1975 n'ont plus aucun rapport avec ceux qui émergeaient d'un épouvantable combat fratricide. Les antifranquistes de l'intérieur, puissants, cohérents, lucides, raisonnent de manière sensiblement différente de celle des exilés, et surtout des étrangers ; car eux vivent au contact des réalités espagnoles ».

Après avoir découvert le mouvement anarchiste espagnol, l'auteur nous fait quelques révélations intéressantes :

« A Madrid, la grève de la construction a été déclenchée par des groupes indépendants de tendance anarchiste. A Barcelone, les commissions ouvrières ayant obtenu un salaire de base de 19.000 pesetas par mois pour les manœuvres du bâtiment (le salaire le plus élevé de toute l'Espagne dans cette branche et cette catégorie) se voient pourtant contraintes de dénoncer publiquement les piquets de grève plus ou moins spontanés qui relancent le mouvement. Le C.N.T., la vieille centrale anarchiste toute-puissante au début de la guerre civile et que l'on croyait morte, surgit des catacombes. A Barcelone, elle vient de tenir un congrès avec quatre cents participants. Une autre réunion doit avoir lieu prochainement à Valence ».

Depuis le temps que nous le répétons, et que les partis de tous bords nous rient au nez, cet aveu revêt toute son importance.

LETTRE OUVERTE AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

La cellule du P. C. F. des A.G.P. (1) a diffusé sur la boîte, ce jour 12 mars 1976, un tract dénonçant la répression syndicale sévissant actuellement. Ce tract nous a appris que la cellule avait saisi Lucien Villa, député communiste, lequel avait pris l'initiative d'écrire au ministre du Travail au nom de la C.G.T. et de la C.F.D.T. La section syndicale C.F.D.T. des A.G.P. n'a jamais été consultée et, de ce fait n'a pu, comme l'affirme le tract, donner son accord à cette démarche.

Nous n'avons jamais confié la défense de nos intérêts à un parti politique et ce n'est pas aujourd'hui que nous renierons ce principe. La C.F.D.T. fait confiance aux travailleurs des A.G.P. pour faire face au patron et mettre fin à la répression.

Seuls les employés unis pourront obtenir satisfaction sur les principales revendications. Aucun parti politique ne peut se substituer à l'action du personnel et ce n'est pas de l'extérieur que se régleront nos problèmes. Nous demandons fermement à la cellule du P.C.F. de ne plus renouveler cet abus de confiance.

Ce n'est pas malheureusement la première tentative d'intrusion du P.C.F. aux A.G.P. En effet, durant la grève d'octobre-novembre 1975 les travailleurs avaient eu la surprise de recevoir la visite d'un élu du P.C.F. alors que ni les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T., ni les grévistes n'avaient été consultés sur l'opportunité d'une telle intervention.

Ces intrusions antidémocratiques ne peuvent être le fait du simple hasard, mais la volonté du P.C.F. de récupérer toute lutte revendicative à son seul profit.

Nous ne pouvons que nous étonner de voir se répéter de telles méthodes alors que le P.C.F. développe une campagne sur les libertés démocratiques.

Ces interventions se sont d'ailleurs accompagnées de menaces physiques à l'encontre de délégués C.F.D.T. lors de l'expulsion par les flics des travailleurs qui occupaient leur lieu de travail. Ces menaces ont été perpétrées par le service d'ordre du P.C.F., extérieur à l'entreprise, qui s'est illustré, en outre, lors d'une manifestation syndicale de solidarité aux travailleurs des A.G.P., manifestation qui s'est transformée en une manifestation « sur les libertés » servant la campagne nationale du P.C.F.

Contrairement à ce que veut faire croire le P.C.F., ce n'est pas ce parti qui a le monopole du mouvement ouvrier en France.

La section syndicale C.F.D.T. des A.G.P., exprimant l'avis de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, n'acceptera plus l'intrusion des partis politiques sans accord préalable des salariés de l'entreprise.

Le 12 mars 1976.

Section syndicale C.F.D.T. des A.G.P.

(1) Assurance Groupe de Paris.

SOUSCRIPTIONS " MONDE LIBERTAIRE "

GABRIELE	10	FLAMAND	50	ADAM	20
CERVER	60	AUBERGER	10	RAYMOND	10
CABALLERO	50	BETY	10	FRANÇOIS	10
SYNDICAT C.N.T.F. DE CANNES	50	GROUPE DE NANTES	100	MARCEL	20
HEMY	200	BRENNETOT (BOLBEC)	65	LOULOU	10
GROUPE OYONNAX	90	SIMON	30	C.N.T.F. (U.L. DE NANTES)	100
GROUPE LORIENT	24	BOURRUST	20	BOTTIN	10
SOUQUÉ	100	REBOLL	500	MICHAUD	50
ROUSSEAU	500	PELLETIER	100	BARRET	50
GROUPE JULES DURAND	300	FAUGERAT	700	VAN HUYSSE	17
JEAN ET ROSARITO GAUCHON	10	ROBERT ET PATRICIA	54	DECOTTIGNIES	50
DEVRIENDT	100	LEBEAU	40	DUPUY	20
GERALD	100	DECHAMBRE	10	GROUPE DE MONTPELLIER	70
EVENAS	50	MAGDINIER	460	CHEMINADE	30
FONTARENSKY	20	BELAYCHE	100		
		LABRUNE	50		
		MEUNIER	50		
		DELEUZE	500		

VOIR CLAIR ET PARLER NET

LES RAISINS DE LA COLÈRE

par Maurice JOYEUX

Le drame qui vient de secouer le Midi viticole s'inscrit dans une longue suite de tragédies qui balotte le monde paysan depuis l'avènement de la société industrielle. L'industrialisation des campagnes, par le monde, a fractionné la population paysanne en trois groupes, les gros propriétaires qui vivent sur le pied des chefs d'entreprise des grosses industries, les petits propriétaires qui se débattent au milieu des mêmes difficultés que les petits commerçants, et les ouvriers agricoles dont le revenu est celui de l'O.S., produit partout les mêmes fruits qui sont l'exploitation forcenée, la révolte et le drame. On a tué dans le Midi de la France comme on avait tué dans les plaines à blé de l'Ukraine ou dans les immenses vergers de l'Amérique centrale, avant que l'Etat, qui était dans l'impossibilité de régler ce problème, lequel n'était plus un problème économique mais un problème de société, ne profite de la consternation suscitée par le drame, pour imposer de sa poigne de fer une stabilisation dans les inégalités qui portera en elle dans un temps indéterminé de nouvelles injustices, de nouveaux drames et une nouvelle intervention de l'Etat légiférant sur le maintien dans les campagnes d'une économie de production de classe.

Ce drame, qui est la réplique de celui qui éclata en 1907, avec naturellement la dimension différente que confère l'évolution, est la démonstration de l'impossibilité de régler le problème dans le cadre du système capitaliste, car il est le fruit de ce système. Et malgré la connaissance et les techniques élaborées qui de nos jours ont remplacé les cultures rudimentaires du début du siècle, l'économie de marché, qui est restée la même, conduit fatalement la production agricole vers un même goulot d'étranglement. Nos économistes distingués, de droite comme de gauche, en ont pris conscience et nous les voyons chercher des solutions qui ont pour but de régulariser le marché, de transformer la production, de faciliter les échanges, solutions qui ne seraient pas mauvaises en soi, mais qui seront inefficaces aussi longtemps qu'elles s'inscriront dans un système économique dont le but est justement de modifier ces éléments à la demande et suivant les fluctuations financières du négoce.

De l'aveu même des commentateurs de la presse, l'écoulement de la production viticole du Midi se heurte à trois obstacles. Le vin produit dans cette région est mauvais, il est de plus concurrencé par d'autres vins de la même facture produits sur le pourtour du bassin méditerranéen et enfin les Français, autrefois gros consommateurs de piquette, boivent moins. Ce sont les trois problèmes à résoudre et le pouvoir qui autrefois, dans des cas semblables, employait la force, laissant dépérir l'industrie jusqu'à ce qu'elle en crève, en l'entourant d'un cordon sanitaire de militaires qui facilitaient l'élimination naturelle, est aujourd'hui sommé de résoudre un problème dont la solution est impossible dans le cadre du système économique dont ceux-là même qui le subissent exigent la conservation !

Le vin du Midi, en dehors de quelques crus, est mauvais, c'est-à-dire qu'il est sans bouquet et de faible teneur en alcool. Il en fut toujours ainsi et du temps où Zola écrivait **l'Assommoir,** il était seul à portée de la bourse de Gervaise et de celle de Coupeau. L'industrialisation, c'est-à-dire la recherche du rendement de façon à fournir la drogue aux travailleurs abrutis par dix heures de travail dans des usines infectes, aggrava encore la qualité de cette piquette à l'usage du pauvre. Mais depuis, les temps ont changé. On boit moins de vin et on le veut de meilleure qualité. Comme tout le monde le dit : « Comment s'en sortir ? ». Arracher les vignes ? Qui paiera ? La solidarité nationale ! Pour qui ? Pour les ouvriers agricoles, les petits propriétaires, les pinardiers milliardaires qui dominent les caves coopératives ? Il s'agit de toute manière d'une reconversion qui, dans le cadre du régime que défendent les viticulteurs, doit être rentable, ce qui suppose un remembrement des parcelles trop petites et par conséquent de la prolétarisation d'une partie de cette paysannerie, ce qu'elle refuse le fusil de chasse à la main. Il n'existe pas de solution parce que toute solution exige des mutations que les paysans ne veulent pas. Et ils s'appuient sur ce qu'ils appellent leur bon droit, c'est-à-dire leur constance à soutenir, à voter pour un régime (les dernières élections cantonales par exemple) qui en échange doit leur garantir les situations acquises.

Le problème du vin n'est pas un problème particulier à une région ou à ses consommateurs, c'est un problème global et sa solution ne s'inscrit pas dans un aménagement de cette corporation. C'est un problème de société et des rapports entre la production et la consommation. Les viticulteurs sont allés vider les cuves d'un gros pinardier du Jura et ce n'est pas moi qui leur donnerai tort, mais quelle différence y a-t-il entre ce pinardier et eux-mêmes ? Une différence de volume d'affaires, mais pas une différence de nature. S'ils n'avaient pas de vin en quantité suffisante, c'est allégrement qu'ils accueilleraient la vinasse de Calabre pour la refiler aux consommateurs.

En vérité ils mettent leurs espoirs dans l'Etat et ils se figurent que celui-ci va rouler les partenaires européens, conclure des marchés avantageux pour eux et déficitaires pour les autres et, quand ils dépassent ce stade, ils exigent que la solidarité nationale vienne à leur aide. Ils sont touchants et horripilants. Des gosses, des gosses en colère et qui s'indignent lorsque les flics leur tirent dessus comme s'ils étaient de vulgaires gauchistes, eux, des « bons citoyens » qui « votent bien », qui sont pour l' « ordre », la « propriété », la leur bien sûr !

Au lieu de pleurnicher pour piquer çà et là quelques suffrages pour les prochaines élections, il faut leur dire la vérité. D'abord c'est entendu, lorsqu'on entend à la télévision le petit propriétaire qui vient chichement se pencher sur sa terre ingrate, se lamenter, on a le cœur serré. Mais les jérémiades ne produisent que du vent, surtout lorsque ceux qui les profèrent portent une part de responsabilité. Qu'ont-ils fait depuis 1907 sinon baiser à chaque occasion le cul du pouvoir qui les maintient dans leur condition serve ? Qu'ont-ils fait contre les pinardiers qui ont transformé leurs caves coopératives en outils de stabilisation du profit capitaliste ?

Ils sont les victimes d'un système de production et d'échange qui leur paraît excellent quand la conjoncture leur est favorable, mauvais lorsqu'ils en sont les victimes. Tuer un flic qui, comme eux, est partisan de ce système ne va pas loin. Aujourd'hui, repliés sur eux-mêmes, ils remâchent leur rancœur, mettent leurs espoirs dans le tapage pour convaincre le gouvernement, leur gouvernement, de leur bonne foi. Et s'ils ont bien voté, celui-ci fera peut-être un petit quelque chose qui repoussera l'échéance de quelques mois ou de quelques années.

Disons-leur clairement : ils sont victimes d'un système et il faut changer ce système. Qu'ils se souviennent de 1789 dont ils sont issus ! Pour eux comme pour d'autres, il faut faire une révolution radicale dans les méthodes de production et dans les méthodes d'échange. Et cela ne peut se faire que par le socialisme et la coopération, pas ceux du milliardaire communiste Doumeng, mais les nôtres. Il faut supprimer le profit et limiter la plus-value à ce qui est strictement nécessaire à l'investissement. Il faut interdire l'accumulation de ce profit et de cette plus-value qui permet le rachat des terres et la constitution de domaines industriels. Il faut organiser la production et la distribution en coopératives, en vraies coopératives où les participants soient sur un pied d'égalité. La possession du lopin de terre n'a pas grande importance disait Bakounine, et il avait raison ! Ce qui est important c'est l'exploitation collective des sols et la distribution collective du revenu de ce travail. Et c'est seulement à partir de ce socialisme-là, le nôtre, que la solidarité nationale envers telle ou telle production en difficulté devient le devoir de tous.

Oui je sais, c'est la révolution sociale et celle-ci ne peut être pensable qu'à l'échelon national, à travers toutes les industries qui forment la trame industrielle, paysanne et commerciale d'un pays. Oui je sais, cela pose des problèmes plus difficiles à résoudre que le choix, lors d'élections cantonales, entre Untel et Ducon. Oui je sais, le monde où vivent les hommes produit, à côté des drames, des instants de douceur et de quiétude qu'il est difficile de remettre en question. Et pourtant c'est la seule solution logique. Le système capitaliste dont se réclament le pays en général, sous des formes diverses, et les vignerons en particulier, produit des déchets. Il en produira de plus en plus. De plus en plus le marché international, et pas seulement celui du vin, se restreindra par la force des choses. De plus en plus à l'échelon européen les industries seront coincées entre les intérêts divers des pays membres ; de plus en plus la réglementation subie par les uns s'équilibrera avec les avantages arrachés par les autres. C'est la loi du marché en système capitaliste. L'accepter, c'est accepter ses inégalités. L'accepter lorsqu'on en bénéficie, la rejeter lorsqu'on en est la victime est dérisoire.

Deux hommes sont morts pour rien. L'Etat pouvait éviter ces morts en prenant, avant la fusillade, les mesures qu'il a prises après. L'Etat ne l'a pas fait car il est le garant de cette économie de marché et il était essentiel qu'il conserve son autorité pour arbitrer entre les intérêts contradictoires des classes de la nation engagée dans le libéralisme économique. Hier c'étaient les commerçants, aujourd'hui ce sont les vignerons, demain ce seront les salariés des usines. Le système en équilibre instable colmate les brèches. Tant pis pour qui se trouve derrière le mur !

Toutes les classes de la société qui se trouvent affrontées au pouvoir doivent réfléchir sérieusement au problème. Il n'existe pas de solution à ce problème, en dehors d'une solution nationale qui touche toute la production et la distribution. Il n'existe pas de solution à travers le système capitaliste libéral qui est un système d'élimination des faibles par les forts. Il n'existe pas de solution en dehors d'une solidarité nationale qui doit s'établir sur l'égalité économique. Il n'existe pas de solution en dehors d'un changement de société qui modifie non seulement les méthodes de production mais encore la nature même de cette production. Il n'existe pas de solution sans un changement de société qui transforme non seulement les méthodes de distribution mais encore la nature même de cette distribution.

Et ce changement de société ne s'obtiendra ni par un bulletin de vote ni par une fusillade imbécile. Il faut faire une révolution économique qui bouleverse les rapports économiques ou alors accepter le jeu du système quitte à en crever. En 1789 on a brûlé les châteaux et tranché la tête du roi, je le rappelle à tout hasard aux vignerons du Midi qui vendangent les raisins de la colère.

Commission paritaire n° 55.635